

NATIONS



UNIES

RAPPORT PÉRIODIQUE DE LA COMMISSION DE CONCILIATION DES NATIONS UNIES POUR LA PALESTINE

pour la période du 23 janvier au 19 novembre 1951

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : SIXIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 18 (A/1985)

PARIS, 1951

(30 p.)

6:14
Cope 3

NATIONS UNIES

**RAPPORT PÉRIODIQUE
DE LA
COMMISSION DE CONCILIATION
DES NATIONS UNIES POUR LA PALESTINE**

Période du 23 janvier au 19 novembre 1951



**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DOCUMENTS OFFICIELS : SIXIÈME SESSION
SUPPLÉMENT N° 18 (A/1985)**

Paris, 1951

N O T E

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Pages</i>
A. ACTIVITÉ DE LA COMMISSION DU 23 JANVIER 1951	1
B. CONVOCATION DE LA CONFÉRENCE DE PARIS	2
C. LA CONFÉRENCE DE PARIS (13 SEPTEMBRE-19 NOVEMBRE 1951)	2
D. LES PROPOSITIONS D'ENSEMBLE PRÉSENTÉES PAR LA COMMISSION	3
E. OBSERVATIONS DE LA DÉLÉGATION D'ISRAËL AU SUJET DES PROPOSITIONS DE LA COMMISSION	8
F. OBSERVATIONS DES DÉLÉGATIONS ARABES AU SUJET DES PROPOSITIONS DE LA COMMISSION	9
G. CONCLUSIONS	10

ANNEXES

A. — EVALUATION DES BIENS ARABES ABANDONNÉS EN TERRITOIRE ISRAËLIEN..	12
B. — LETTRE, EN DATE DU 6 OCTOBRE 1951, ADRESSÉE PAR LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE CONCILIATION AUX DÉLÉGATIONS DE L'EGYPTE, DE LA JORDANIE, DU LIBAN ET DE LA SYRIE ET A LA DÉLÉGATION D'ISRAËL....	17
<i>Appendice I.</i> — Projet de pacte de non-agression entre le Gouvernement d'Israël et le Gouvernement de chacun des pays suivants : Egypte, Jordanie, Liban et Syrie, présenté le 28 septembre 1951 à la Commission de conciliation par la délégation d'Israël	17
<i>Appendice II.</i> — Projet de déclaration présenté le 3 octobre 1951 à la Commission de conciliation par les délégations de l'Egypte, de la Jordanie, du Liban et de la Syrie	18
C. — LETTRE, EN DATE DU 19 NOVEMBRE 1951, ADRESSÉE PAR LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE CONCILIATION AUX DÉLÉGATIONS DE L'EGYPTE, DE LA JORDANIE, DU LIBAN ET DE LA SYRIE ET A LA DÉLÉGATION D'ISRAËL.	18
<i>Appendice I.</i> — Compte rendu analytique d'une réunion entre la Commission de conciliation et la délégation d'Israël, le 14 novembre 1951.....	18
<i>Appendice II.</i> — Compte rendu analytique d'une réunion entre la Commission de conciliation et les délégations arabes, le 14 novembre 1951.....	21

RAPPORT PÉRIODIQUE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Période du 23 janvier au 19 novembre 1951

A. — ACTIVITÉ DE LA COMMISSION DU 23 JANVIER AU 15 JUILLET 1951

1. Après avoir quitté le siège des Nations Unies à la fin du mois de janvier 1951, la Commission de conciliation est revenue à son siège à Jérusalem, et s'y est maintenue en rapport avec les gouvernements et les autorités intéressés.

2. En exécution des instructions données par l'Assemblée générale à la Commission, dans sa résolution 394 (V) du 14 décembre 1950, et à l'Office de secours et de travaux dans sa résolution 393 (V) du 2 décembre 1950, la Commission est restée, pendant cette période, en liaison étroite avec l'Office de secours et de travaux. Elle a rencontré le directeur et la Commission consultative de l'Office au cours de réunions qui se sont tenues à Jérusalem et à Beyrouth, et les deux organismes ont entretenu des relations suivies à l'échelon de leur secrétariat.

3. Conformément à la résolution du Conseil de sécurité du 11 août 1949, la Commission est restée en liaison avec le Chef d'état-major de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve. La Commission a tenu au courant de ses travaux le Chef d'état-major qui, de son côté, l'a régulièrement informée de l'activité de l'Organisme de surveillance de la trêve. Ces indications ont été extrêmement utiles à la Commission pour l'élaboration de son programme de travail.

4. Le 29 mars 1951, la Commission a reçu du Gouvernement d'Israël une lettre dans laquelle celui-ci indiquait que le Gouvernement de l'Irak avait promulgué, au début du mois, une loi instituant la saisie des biens appartenant aux Juifs d'Irak qui s'étaient inscrits en vue d'émigrer en Israël. Le Gouvernement d'Israël a fait savoir à la Commission qu'il s'était vu obligé de prendre des mesures en vue de protéger les Juifs visés par cette loi et qu'il avait donc décidé qu'il serait tenu compte de la valeur des biens juifs saisis en Irak au moment où il s'acquitterait de son obligation relative au versement d'une compensation pour les propriétés arabes abandonnées en Israël. En accusant réception de cette lettre, la Commission a indiqué qu'elle se réservait le droit d'exprimer, en temps opportun, son avis sur les questions de compétence et de fond soulevées par la lettre du Gouvernement d'Israël. En même temps, la Commission a communiqué cette lettre au Gouvernement de l'Irak, et pour information, aux Gouvernements des autres Etats arabes intéressés.

5. Le 28 avril 1951, au cours de son voyage dans le Moyen-Orient, le Secrétaire général des Nations Unies a rendu visite à la Commission, à son siège à Jérusalem. Il s'est entretenu avec les membres de la Commission et a examiné avec eux les divers aspects de leur tâche.

6. Pendant cette période, la Commission s'est préoccupée

principalement de mettre au point l'organisation de l'Office pour les réfugiés que l'Assemblée générale, dans sa résolution du 14 décembre 1950, lui avait donné mandat d'établir. Cette résolution chargeait, entre autres, la Commission « de créer un bureau qui, sous la direction de la Commission, aura pour fonctions :

« a) De prendre toutes dispositions qu'il jugera nécessaires pour l'évaluation et le versement des indemnités en application du paragraphe 11 de la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale;

« b) D'élaborer toutes dispositions qui pourront aider à atteindre les autres objectifs énoncés au paragraphe 11 de ladite résolution;

« c) De poursuivre avec les parties intéressées des consultations relatives à la protection des droits, des biens et des intérêts des réfugiés. »

7. Par une lettre en date du 15 mai 1951, la Commission a porté la création de l'Office pour les réfugiés à la connaissance du Gouvernement d'Israël et des Gouvernements de l'Egypte, de la Jordanie, du Liban et de la Syrie. En même temps, la Commission demandait au Gouvernement d'Israël de lui donner l'assurance qu'il n'avait pris ou ne prendrait aucune mesure susceptible de gêner l'Office dans l'accomplissement de la tâche dont ce dernier avait été chargé. Cette demande est restée sans réponse.

8. L'Office pour les réfugiés, de la Commission, a été définitivement organisé le 22 mai 1951, date de l'arrivée à Jérusalem du Chef de l'Office, M. Holger Andersen. La Commission a mis au point, avec M. Andersen, les grandes lignes du programme de travail de l'Office pour les réfugiés et a décidé de placer à sa disposition les trois membres du Comité d'experts en matière de compensation dont la création avait été décidée par la Commission en octobre 1950. Le personnel de l'Office se composait ainsi d'un expert juridique, d'un expert économique et d'un spécialiste en matière de questions foncières. L'Office a établi son siège à Jérusalem et, par la suite, a eu des conversations avec les représentants des cinq gouvernements intéressés, ainsi qu'avec les porte-parole des réfugiés et divers experts des questions relatives aux propriétés et aux avoirs arabes. A la suite de ces entretiens, l'Office pour les réfugiés a préparé des études sur la base desquelles pourraient être élaborées des dispositions d'ordre pratique en vue de régler le problème des réfugiés.

9. Le 1^{er} juin, la Commission a suspendu ses réunions en attendant que soient terminées ces études. Le 15 juillet, M. Claude de Boisanger, Représentant de la France à la Commission de conciliation, a été remplacé par M. Léon Marchal.

B. — CONVOCATION DE LA CONFÉRENCE DE PARIS

10. A la fin du mois de juillet, les membres de la Commission ont tenu à Genève une réunion spéciale afin de décider de l'activité future de la Commission. Ils ont résolu, compte tenu des conclusions auxquelles était parvenu l'Office pour les réfugiés, et se référant au paragraphe 1 de la résolution de l'Assemblée générale du 14 décembre 1950, d'inviter les Gouvernements de l'Égypte, de la Jordanie, du Liban, de la Syrie et le Gouvernement d'Israël, à examiner avec la Commission les solutions susceptibles d'être données aux questions sur lesquelles ils ne se sont pas encore mis d'accord.

11. La Commission se rend parfaitement compte qu'au cours des trois dernières années tous ses efforts en vue de concilier les points de vue des deux Parties, dans le cadre du mandat qu'elle a reçu de l'Assemblée générale, ont échoué. Toutefois, pendant cette période, au cours de laquelle ont eu lieu ces discussions infructueuses, les vues des Parties sont apparues très clairement. La Commission a pensé qu'avant de faire rapport à la sixième session de l'Assemblée générale, elle devait essayer d'utiliser à des fins constructives les précisions ainsi reçues, en exerçant les fonctions de médiation que lui a clairement assignées l'Assemblée générale dans sa résolution 194 (III) du 11 décembre 1948. En effet, aux termes de l'alinéa a) du paragraphe 2 de cette résolution, la Commission est autorisée à assumer, dans la mesure où elle jugera que les circonstances le rendent nécessaire, les fonctions assignées au Médiateur des Nations Unies pour la Palestine par la résolution 186 (S-2) du 14 mai 1948. La Commission a donc décidé de tenter un nouvel effort dans le cadre de son mandat actuel. Elle savait bien que le succès de ce nouvel effort dépendrait du désir sincère des Parties d'aboutir à un règlement pacifique ainsi que de leur disposition à consentir les concessions nécessaires à cet effet. La Commission a également estimé qu'il était souhaitable de rendre compte en détail de ses travaux à l'Assemblée générale, dès le début de la session qui se tient à Paris.

12. La Commission pensait également, comme elle l'a indiqué dans son rapport complémentaire, le 23 octobre 1950¹, que les accords d'armistice ont un caractère strictement militaire et visent à assurer une transition entre la trêve et la paix définitive, et qu'il était souhaitable d'envisager la révision ou la modification de ce système. Les multiples incidents qui se sont produits sur les lignes d'armistice au cours des premiers mois de l'année ont amené la Commission à penser qu'il était nécessaire de tenter un nouvel effort pour stabiliser et normaliser les relations entre les Etats intéressés en éliminant les causes de différends qui, pendant ces trois dernières années, ont empêché tout rapprochement.

13. Le 10 août, les gouvernements ont été invités à envoyer leurs représentants à une conférence qui se tiendrait à Paris et devait s'ouvrir le 10 septembre 1951. Dans son invitation, la Commission a souligné qu'au cours

de la période consécutive à l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution du 14 décembre 1950, elle avait continué à rechercher des solutions aux problèmes que posait la situation en Palestine. Elle avait mis en application les directives que lui avait données l'Assemblée générale au paragraphe 2 de la résolution du 14 décembre 1950, en créant son Office pour les réfugiés qui était chargé de prendre des dispositions d'ordre pratique en vue de résoudre le problème des réfugiés. La Commission considérait en outre qu'elle devait s'acquitter des obligations qui lui incombent aux termes du paragraphe 1 de la résolution du 14 décembre 1950; en conséquence, elle se déclarait disposée à faire un nouvel effort pour aider les Parties intéressées à rechercher une solution à cette question et aux autres problèmes en suspens. La Commission était prête à exercer, au cours des discussions projetées, sa mission de médiation en soumettant à l'examen des Parties des solutions concrètes à des problèmes déterminés.

14. L'invitation de la Commission a été acceptée par les gouvernements intéressés. En acceptant cette invitation, les Gouvernements des pays arabes se sont expressément référés à une communication antérieure (14 avril 1950), où ils indiquaient déjà qu'à leur avis, la Commission devait exercer sa mission de médiation et présenter des propositions aux Parties. Ils ont souligné, en même temps, que ces propositions devaient mettre en œuvre les résolutions des Nations Unies. Les gouvernements des pays arabes ont également affirmé à nouveau leur position au sujet de la question des réfugiés et ont demandé la mise en application des résolutions des Nations Unies relatives au problème de la Palestine. Ils ont, une fois encore, affirmé leur désir de continuer à collaborer avec la Commission.

15. En acceptant l'invitation de la Commission, le Gouvernement d'Israël a, lui aussi, réaffirmé son désir de coopérer avec la Commission. Il a fait observer toutefois que la possibilité d'obtenir des résultats concrets dépendait de l'esprit dans lequel les Parties participeraient à la conférence et il a suggéré que la Commission obtienne des Parties l'assurance qu'elles acceptaient que la conférence ait pour objet le règlement définitif de toutes les questions en suspens. Le Gouvernement d'Israël a insisté à nouveau sur la nécessité de négociations directes entre lui-même et chacun des Etats arabes, soit sous les auspices de la Commission, soit d'autre façon. En même temps, il a exprimé des doutes quant à l'utilité d'une procédure d'après laquelle la Commission soumettrait à l'examen des Parties ses propres propositions.

16. La Commission a pris acte des observations formulées par les Parties, mais a considéré que leur acceptation de son invitation constituait en elle-même une acceptation de la méthode de travail qu'elle avait proposée, méthode que ne pouvaient modifier des réserves unilatérales de l'une ou l'autre Partie. Bien entendu, les Parties restaient libres, au cours des négociations, de repousser l'une quelconque des propositions de la Commission.

C. — LA CONFÉRENCE DE PARIS (13 SEPTEMBRE-19 NOVEMBRE 1951)

17. La Commission a tenu sa première réunion officielle à Paris, à l'Hôtel de Crillon, le 13 septembre, dans la matinée, avec les délégations arabes et, dans l'après-midi de ce même jour, avec la délégation d'Israël.

Avant d'aborder la discussion de ses propositions sur le fond, la Commission a voulu exposer aux Parties, avec toute la précision possible, la procédure qu'elle comptait suivre et les raisons qui l'avaient amenée à l'adopter. Tel

¹ A/1367/Add. 1.

a été l'objet de la déclaration lue par le Président au cours de la séance d'ouverture des réunions avec les délégations.

18. Dans cette déclaration, il a été indiqué qu'en élaborant les propositions qu'elle soumettait aux délégations, la Commission avait été guidée par deux considérations: un souci d'équité et le sens des réalités. Elle s'est efforcée de tenir compte de toutes les opinions exprimées au cours des trois dernières années par les Parties au différend ainsi que des réalités politiques, sociales et économiques. La Commission a acquis la conviction qu'il fallait considérer le problème de la Palestine dans son ensemble et en rechercher la solution dans un esprit équitable et réaliste sur la base de concessions réciproques.

19. En considérant le problème de la Palestine dans son ensemble, la Commission se conformait aux directives de l'Assemblée générale. La résolution de l'Assemblée qui régit les activités de la Commission — et dans le cadre de laquelle les délégations coopèrent avec elle — souligne, en effet, le caractère général du problème de la Palestine. En rédigeant ses propositions de médiation, pour examen au cours de la conférence, la Commission a dû garder présentes à l'esprit les instructions de l'Assemblée générale qui lui commandent d'aider les Parties et les autorités intéressées à régler, de façon définitive, toutes les questions sur lesquelles elles ne se sont pas mises d'accord. Dans la même résolution, l'Assemblée invitait les Parties à rechercher un accord par voie de négociations, en vue d'un règlement définitif de toutes les questions en suspens. Il était impossible de ne pas saisir le sens de cet appel, et le fait que la résolution souligne nettement l'interdépendance des divers éléments du problème de la Palestine.

20. Dans sa déclaration, le Président indiquait que l'expérience a démontré qu'en mettant l'accent sur tel ou tel alinéa de la résolution, isolé de son contexte, on n'avait pas contribué à faciliter l'établissement de la paix en Palestine. Chacun des éléments du problème a son importance mais ne trouve d'application pratique que dans la mesure où un plan d'ensemble les relie les uns aux autres. Par exemple, la résolution invite la Commission à faciliter le rapatriement, la réinstallation et la réhabilitation des réfugiés, et la Commission ne l'a pas oublié en rédigeant les propositions en vue de la conférence. Elle

n'a pas oublié non plus que cette même résolution l'invite à rechercher des accords entre les gouvernements, en vue de faciliter le développement économique de la région, et notamment des ententes concernant le libre accès aux ports et aérodromes, et l'utilisation de moyens de communication et de transport. Le Président a fait observer que, d'une part, un véritable développement économique ne peut prendre place dans une région où se trouvent des centaines de milliers de réfugiés dont l'avenir reste problématique et la situation sociale incertaine, et que, d'autre part, il n'est pas possible — et ceci est également vrai pour ceux qui ne sont pas des réfugiés — d'installer les réfugiés dans une région dont l'économie est très insuffisamment développée.

21. Il semble que l'interdépendance de tous les aspects du problème est trop évidente pour qu'on puisse la méconnaître. La Commission de conciliation, pour sa part, ne l'a pas ignorée quand elle a élaboré ses propositions de médiation. En les formulant, la Commission a considéré que toute solution de la question des réfugiés impliquait de la part d'Israël des engagements importants. Mais elle a également estimé que l'on ne pouvait attendre du Gouvernement d'Israël qu'il acceptât de prendre de tels engagements tant qu'il n'aurait pas reçu de ses voisins des assurances raisonnables concernant sa sécurité dans le domaine national et économique. La solution proposée par la Commission au problème des réfugiés prévoit le rapatriement et l'intégration de certains d'entre eux en Israël ainsi que l'installation d'autres réfugiés dans les pays arabes. Ce programme nécessite la mise en valeur de nouvelles terres et pour cela des travaux d'aménagement et d'irrigation, et des accords entre les Parties au sujet de l'utilisation des eaux. Ces accords, à leur tour, impliquent la révision ou l'extension des clauses des Conventions d'armistice ainsi que certains arrangements économiques appropriés.

22. Il a été, en outre, indiqué que l'on ne pourrait faire de progrès positifs dans la voie d'une solution de ces problèmes que si, dès le début des négociations, toutes les Parties se déclaraient déterminées à respecter mutuellement leur droit à la sécurité, à s'abstenir les unes vis-à-vis des autres de toute attaque, de tout acte d'hostilité ou d'agression, et à favoriser le retour à une paix permanente en Palestine.

D. — LES PROPOSITIONS D'ENSEMBLE PRÉSENTÉES PAR LA COMMISSION

23. C'est de ces considérations exposées par le Président, dans sa déclaration faite à l'ouverture de la conférence, que s'inspirent les propositions d'ensemble que la Commission a soumises à l'examen des Parties. Ces propositions ont été présentées aux délégations arabes, le 17 septembre, et à la délégation d'Israël le 21 septembre. La discussion de ces propositions devait être précédée d'une déclaration par les Parties, de leurs intentions pacifiques, déclaration qui, a-t-il été suggéré, devrait prendre la forme d'un préambule. Le texte du Préambule et des propositions présentés par la Commission est ainsi conçu :

« Préambule.

« Conformément à leurs obligations en tant qu'Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et en tant que signataires des Conventions d'armistice, les Gouvernements de l'Egypte, de la Jordanie, du Liban, de la Syrie et le Gouvernement d'Israël affirment solennel-

lement leur intention, et prennent l'engagement, de régler tous leurs différends présents ou futurs uniquement par le recours à des procédures pacifiques, en s'abstenant de tout emploi de la force ou de tout acte d'hostilité, dans le respect absolu du droit de chacune des Parties à sa sécurité, sans crainte d'aucune attaque, et de favoriser ainsi le rétablissement de la paix en Palestine.

« Propositions.

« 1. Qu'un accord intervienne au sujet des dommages de guerre résultant des hostilités de 1948, un tel accord devant comporter, de l'avis de la Commission, la renonciation réciproque par les Gouvernements de l'Egypte, de la Jordanie, du Liban, de la Syrie et le Gouvernement d'Israël à toute réclamation de ce chef;

« 2. Que le Gouvernement d'Israël accepte de rapatrier un nombre déterminé de réfugiés arabes appartenant aux catégories de personnes pouvant être in-

tégrées dans la vie économique de l'Etat d'Israël, et qui désirent rentrer dans leurs foyers et vivre en paix avec leurs voisins;

« 3. Que le Gouvernement d'Israël accepte l'obligation de payer, à titre de compensation pour les biens abandonnés par les réfugiés non rapatriés, une somme globale calculée d'après l'évaluation faite par l'Office pour les réfugiés de la Commission de conciliation. Un plan de versement qui tiendra compte des possibilités financières d'Israël sera préparé par un comité spécial d'experts économiques et financiers créé par l'organe de gestion des Nations Unies, par l'intermédiaire duquel sera effectué le paiement des demandes individuelles de compensation;

« 4. Que les Gouvernements de l'Egypte, de la Jordanie, du Liban, de la Syrie et le Gouvernement d'Israël acceptent mutuellement de débloquent tous les comptes en banque et d'autoriser leur conversion en livres sterling;

« 5. Que le Gouvernement d'Israël et les Gouvernements de l'Egypte, de la Jordanie, du Liban et de la Syrie acceptent d'étudier, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, et en se fondant sur l'expérience acquise au cours des trois dernières années, les possibilités de reviser et d'amender les Conventions d'armistice qu'ils ont conclues entre eux, notamment en ce qui concerne les questions suivantes :

« a) Aménagements territoriaux, y compris les zones démilitarisées;

« b) Création d'une autorité internationale des eaux qui s'occupera des questions que pose l'utilisation des eaux du Jourdain, du Yarmouk et de leurs affluents, ainsi que des eaux du lac de Tibériade;

« c) Sort de la Bande de Gaza;

« d) Création d'un port franc à Haïfa;

« e) Règlements frontaliers entre Israël et les Etats voisins, une attention particulière étant notamment accordée à la nécessité d'un libre accès aux Lieux saints de la région de Jérusalem, y compris Bethléem;

« f) Contrôle sanitaire, contrôle des stupéfiants et de la contrebande le long des lignes de démarcation;

« g) Arrangements propres à faciliter le développement économique du territoire : rétablissement des communications et reprise des relations économiques entre Israël et les Etats voisins. »

24. La Commission estime, comme l'a indiqué le Président dans sa déclaration d'ouverture, que le problème de la Palestine doit être considéré dans son ensemble, que la solution doit en être recherchée dans un esprit réaliste et sur la base de concessions réciproques et qu'aucune question de priorité qui viendrait gêner les négociations ne doit être soulevée au sujet des problèmes discutés. La Commission a précisé que ses propositions constituaient un ensemble dont chaque élément pourrait être librement discuté. Toutefois, la Commission a considéré qu'une déclaration préliminaire par les Parties quant à leurs intentions pacifiques et à leur détermination de faciliter le rétablissement de la paix en Palestine créerait une atmosphère favorable à la discussion de ses propositions.

25. En formulant les cinq propositions qui, à son avis, constituent un ensemble équilibré, la Commission s'est fondée sur l'expérience qu'elle a acquise du problème palestinien et de ses incidences pendant les trois années qu'elle s'en est occupée. Elle a également utilisé dans une large mesure les études que l'Office pour les réfugiés a

préparées à son intention. Elle a formulé ses propositions de façon à les rendre conformes tant aux diverses directives de l'Assemblée générale qu'aux exigences de la situation dans le domaine pratique. La Commission estimait qu'en apportant une solution aux questions traitées dans ses propositions, on éliminerait les principales difficultés qui font obstacle au règlement définitif du problème palestinien, et que l'on préparerait ainsi la revision des Conventions d'armistice en vue d'en élargir la portée et de leur donner un caractère plus durable.

26. A propos du point 1 de ses propositions, ayant trait aux dommages de guerre, la Commission a étudié avec soin les principes de droit international relatifs aux demandes de réparations pour dommages de guerre. Tenter de se prononcer sur des demandes de cette nature présentées par les Parties au conflit palestinien de 1948 en invoquant la violation des règles de droit international, n'aurait conduit, de l'avis de la Commission, à aucun résultat pratique. Lorsque l'une des Parties accuse l'autre Partie d'avoir commis des actes contraires aux lois de la guerre, on réplique généralement que ces soi-disant violations sont la conséquence inévitable des hostilités. Dans le cas présent, de telles accusations auraient pour effet d'engager les négociations dans une voie qui ne permettrait pas d'aboutir à un règlement pacifique. Il en serait de même si chacune des Parties présentait des demandes de réparations pour dommages de guerre, en considérant que l'autre Partie doit être tenue pour responsable de l'ouverture des hostilités, et que par conséquent celle-ci a le devoir d'indemniser l'Etat demandeur des pertes subies par lui-même ou par ses ressortissants; ceci entraînerait en effet un débat politique qui retarderait et pourrait même compromettre la solution du problème de Palestine. Remonter à l'origine du conflit pour essayer d'en préciser les responsabilités aurait été, de l'avis de la Commission, un pas en arrière.

27. S'il est vrai que l'on trouve dans l'histoire des exemples d'imposition de réparations à la suite d'un conflit armé entre Etats, il existe d'autres précédents où, dans l'intérêt d'une paix durable, les demandes de réparations pour dommages de guerre ont été réciproquement annulées par des Etats qui, juridiquement, avaient droit à faire état de telles demandes pour les dommages subis par eux-mêmes ou par leurs ressortissants. La Commission a considéré que, dans le cas présent, une renonciation réciproque aux demandes de réparations pour dommages de guerre serait conforme aux principes et aux buts généraux des Nations Unies. En conséquence, la Commission de conciliation a invité les Parties à se mettre d'accord sur une renonciation réciproque à leurs demandes de réparations pour dommages résultant des hostilités de 1948.

28. En soumettant ses propositions au sujet du rapatriement (point 2), la Commission s'est rendu compte que la première difficulté qui se présente lorsque l'on cherche à résoudre le problème des réfugiés consiste à concilier les vœux des réfugiés eux-mêmes et les possibilités pratiques de toute solution proposée, car ces deux aspects de la question sont interdépendants et influent l'un sur l'autre. La connaissance des conditions matérielles dans lesquelles s'effectueraient le rapatriement et la réinstallation influencerait sans doute sur les dispositions d'esprit des réfugiés qui constituent elles-mêmes un des éléments principaux à prendre en considération lors de l'établissement d'un plan de rapatriement.

29. Lorsqu'en 1948, l'Assemblée générale décida, pour la première fois, qu'il y avait lieu de permettre aux ré-

fugés de rentrer dans leurs foyers, on considérerait que les terres et les maisons que ces réfugiés avaient abandonnées en s'enfuyant étaient encore, pour la plupart, intactes et inoccupées. Par conséquent, l'opération qu'impliquait leur retour était réalisable sans grande difficulté matérielle; il suffisait alors que les réfugiés désireux de rentrer dans leurs foyers entreprennent leur voyage de retour, et se retrouvent ainsi placés dans les conditions de vie qui étaient les leurs auparavant. Tout au plus auraient-ils eu besoin d'une légère assistance financière de la part de la communauté internationale. C'est à l'éventualité d'un mouvement de retour opéré dans de telles conditions que se référerait la résolution qui chargeait la Commission de faciliter le rapatriement.

30. Pour des raisons qui dépassaient le mandat de la Commission ce mouvement de retour ne s'est pas effectué. L'attitude respective des Parties en la matière — attitude qui a conduit à une complète impasse en ce qui concerne le problème des réfugiés — est bien connue. Les Etats arabes ont insisté pour que le problème des réfugiés fût résolu tout au moins en principe, pour qu'ils acceptent d'étudier d'autres questions en suspens. A leur avis, le problème des réfugiés ne pouvait être résolu aussi longtemps qu'Israël n'aurait pas reconnu sans condition le droit des réfugiés à être rapatriés; Israël a maintenu de son côté qu'aucune solution du problème des réfugiés, impliquant leur rapatriement, ne pouvait être envisagée en dehors d'un règlement général. En ce qui concerne le droit des réfugiés de rentrer dans leurs foyers, Israël a refusé d'accepter un principe qui l'entraînerait dans une opération de rapatriement d'une ampleur indéterminée.

31. La Commission n'est pas parvenue à concilier ces deux points de vue.

32. Toutefois, les conditions matérielles ont sensiblement évolué depuis 1948. Les régions d'où proviennent les réfugiés ne sont plus inoccupées et tout mouvement de retour devra être soigneusement étudié à l'avance et effectué avec la collaboration active du Gouvernement d'Israël. Il est donc indispensable que ce Gouvernement dispose de chiffres concrets et précis sur lesquels il puisse se baser afin d'être en mesure d'intégrer des plans de rapatriement dans sa propre économie. De même, il est nécessaire que les réfugiés qui choisissent de rentrer dans leurs foyers ne fassent ce choix qu'en connaissance des conditions réelles qui seront celles du rapatriement. Ce sont là, estime la Commission, deux conditions majeures qui doivent être remplies dans tout règlement de la question des réfugiés.

33. En présentant aux Parties ses propositions relatives au rapatriement, la Commission estime qu'il est nécessaire de prendre en considération le choix fait par les réfugiés, la déclaration faite par ceux qui choisissent de rentrer dans leurs foyers, de vivre en paix avec leurs voisins, ainsi que les possibilités pour les réfugiés rapatriés de s'intégrer dans la vie nationale d'Israël. La Commission propose, par conséquent, de poursuivre avec Israël l'examen des méthodes qui permettraient de déterminer le nombre des réfugiés qui, d'après ces critères, peuvent être rapatriés.

34. En présentant une proposition concrète à propos du rapatriement des réfugiés, la Commission était pleinement consciente du fait que toute proposition de ce genre pourrait être interprétée comme n'étant pas strictement conforme à la lettre du paragraphe 11 de la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale du 11 décembre 1948. D'autre part, cette proposition ne pouvait avoir de ré-

sultats fructueux que si les deux Parties, soucieuses avant tout de l'intérêt des réfugiés, avaient été disposées à se départir de leur attitude première pour prendre des dispositions de caractère pratique et réaliste en vue de résoudre le problème des réfugiés.

35. Avant de formuler sa troisième proposition (point 3) relative au paiement de la compensation, la Commission avait entrepris de procéder à une estimation de la valeur des propriétés abandonnées par les réfugiés arabes. L'Office pour les réfugiés de la Commission a entrepris cette estimation (annexe A) conformément à la résolution du 14 décembre 1950 de l'Assemblée générale.

36. L'Office a estimé la superficie des terres abandonnées par les réfugiés arabes à 16.324 km² dont 4.574 sont cultivables. Les zones démilitarisées et le no man's land de Jérusalem ne sont pas compris dans cette estimation. Le mot « terres » désigne la propriété immobilière; les bâtiments et les arbres ont été considérés comme partie intégrante du sol sur lequel ils se trouvent et sont inclus dans l'évaluation de la valeur de celui-ci. L'Office a estimé à 100.000.000 de livres palestiniennes la valeur globale de ces terres abandonnées. La somme de 100.000.000 de livres palestiniennes se décompose comme suit :

	Livres palestiniennes
Terres sises dans les zones rurales	69.500.000
Terres sises dans les zones urbaines, non compris Jérusalem.....	21.500.000
Terres sises à Jérusalem	9.000.000
TOTAL....	100.000.000

37. L'évaluation des biens immobiliers est fondée sur la valeur des terres pour l'utilisation qu'on en fait, mesurée d'après le revenu qu'elles produiraient. Pour évaluer le revenu, on s'est servi des estimations faites pour le calcul de l'impôt sur la propriété urbaine et sur la propriété rurale. Ces évaluations elles-mêmes ont été rectifiées pour tenir compte de la plus-value acquise par ces propriétés entre l'époque de ladite estimation et le 29 novembre 1947, date adoptée pour l'évaluation. Il a également été tenu compte des avis d'experts avertis des conditions existant en Palestine pendant les dernières années du Mandat. Les possibilités de plus-value résultant d'un éventuel développement n'ont pas été retenues, à l'exception de celles qui seraient dues au développement normal des agglomérations urbaines. Aucune valeur n'a été attribuée aux terres non cultivables en dehors des zones urbaines.

38. En examinant la possibilité de procéder à une évaluation globale de la propriété mobilière appartenant aux réfugiés arabes, l'Office pour les réfugiés de la Commission est parvenu à la conclusion qu'il lui était impossible d'effectuer une évaluation de toute cette propriété, étant donné que certaines catégories de ces biens ne se prêtaient pas à une évaluation globale et qu'il ne disposait pas de moyens permettant de déterminer quels étaient les biens que les réfugiés ont emportés et quels étaient ceux qu'ils ont abandonnés. Il s'est donc borné à essayer d'évaluer la valeur approximative de la propriété mobilière qui appartenait aux réfugiés avant leur exode. L'Office a tenu compte des catégories de biens suivants : outillage industriel, stocks commerciaux, véhicules à moteur, outillage agricole et bétail et meubles meublants. L'Office a fait des calculs préliminaires sur la base des

trois méthodes suivantes en vue de comparer les résultats obtenus ²: a) un pourcentage de la valeur de la propriété immobilière arabe abandonnée en appliquant les pourcentages fixés à l'époque de l'échange de populations gréco-turques dans le cas de populations en grande majorité rurales ou en grande majorité urbaines. Le calcul dans le cas des réfugiés arabes d'origine rurale et urbaine donne un total de 21.570.000 livres palestiniennes; b) un pourcentage du revenu national de la population arabe de Palestine au temps du Mandat. L'on a considéré que ce pourcentage devrait être de 40 pour 100 et le chiffre correspondant représentant la valeur de la propriété mobilière appartenant aux réfugiés est de 18.600.000 livres palestiniennes; c) la somme des valeurs des différentes catégories de biens meubles appartenant à des Arabes au temps du Mandat. La proportion de cette somme, représentant la valeur des biens appartenant aux réfugiés, atteint un chiffre de 19.100.000 livres palestiniennes.

39. Etant donné que ces trois chiffres, obtenus par des méthodes entièrement différentes, sont si proches l'un de l'autre, la Commission considère que la valeur globale approximative de la propriété mobilière appartenant aux réfugiés était d'environ 20.000.000 de livres palestiniennes, au moment de l'exode.

40. La Commission estime que la livre palestinienne doit être considérée comme équivalant à la livre sterling, et que la conversion en dollars ou en toute autre monnaie doit se faire au cours de la livre sterling en vigueur à la date du paiement.

41. En procédant à l'évaluation des biens arabes abandonnés, l'Office a considéré d'une part la présente situation territoriale établie par les Conventions d'armistice, et d'autre part le lieu où se trouvaient les réfugiés au moment où a été effectuée l'évaluation. Quant à la valeur de la partie des biens meubles que les réfugiés ont pu emporter avec eux et de la partie des biens meubles qui ne prêtent pas à une évaluation globale, les Parties intéressées devront examiner plus avant la question. Sous ces réserves, la Commission estime que la somme représentant la valeur des biens arabes abandonnés — biens meubles et immeubles — constitue une dette du Gouvernement d'Israël vis-à-vis des réfugiés. Bien que le montant de la compensation ait été évalué globalement, la Commission estime que ces indemnités devraient être payées individuellement à chaque réfugié propriétaire de biens, sans exception. Elle pense donc que, se fondant sur l'évaluation, effectuée par l'Office, de la valeur des biens arabes abandonnés, le Gouvernement d'Israël devrait en premier lieu s'engager à verser la somme destinée à payer les indemnités pour les biens des réfugiés arabes qui ne sont pas rapatriés.

42. Etant donné la situation économique d'Israël, on ne peut attendre du Gouvernement d'Israël qu'il paie entièrement sa dette autrement qu'en échelonnant ce paiement sur une longue période. Ces paiements ainsi échelonnés ne seraient pour les réfugiés d'aucune utilité. La Commission pense donc qu'une fois qu'Israël se sera engagé à payer la somme représentant sa dette, il faudra se mettre d'accord sur la procédure à suivre pour constituer

les fonds nécessaires et pour effectuer le paiement des indemnités. En mettant au point cette procédure, l'on devra tenir compte de la possibilité qu'a Israël de réunir les fonds nécessaires. A cet égard, la Commission a pensé que l'on pourrait nommer un « administrateur » des Nations Unies par l'intermédiaire duquel serait effectué le paiement des indemnités et qui serait assisté d'un groupe d'experts économiques et financiers ayant pour tâche d'élaborer un plan de paiement détaillé. Les études effectuées par l'Office pour les réfugiés, de la Commission, seront communiquées à ces experts pour information.

43. La question des comptes bloqués sur laquelle porte le point 4 des propositions d'ensemble de la Commission a fait l'objet de négociations, entre la Commission et les Parties, depuis juin 1949. Au mois d'août 1949, l'on avait créé un Comité mixte spécial composé de deux experts, l'un nommé par les Gouvernements arabes et l'autre par le Gouvernement d'Israël, sous la présidence d'un représentant de la Commission. Ces négociations n'ont pas donné de résultat. Les efforts entrepris pour parvenir à une formule qui permettrait le déblocage partiel des comptes arabes bloqués dans des banques en Israël n'ont pas abouti.

44. Dans le cas des comptes bloqués, les titres de propriété, l'identité des ayants droit et le montant de chaque compte sont connus. Dans ces conditions, rien ne s'oppose donc à ce que les titulaires en recouvrent la libre disposition sans délai. En conséquence, la Commission a proposé que les Parties intéressées procèdent, réciproquement, au déblocage total de ces comptes, en monnaies équivalentes à celles des comptes initiaux et librement convertibles. La Commission a estimé qu'un accord à cet effet contribuerait à améliorer le sort des réfugiés et constituerait un pas en avant dans le développement des relations pacifiques.

45. L'intention de la Commission, en présentant le point 5 de ses propositions, relatives à la revision ou à la modification des Conventions d'armistice, était d'obtenir l'accord d'Israël ainsi que de l'Egypte, de la Jordanie, du Liban et de la Syrie, pour entamer des négociations, qui s'ouvriraient en un lieu et à une date à fixer, en vue de la revision ou de la modification des Conventions d'armistice auxquelles ces Etats sont Parties, ou de la conclusion d'accords supplémentaires. Dans cette proposition, la Commission a énuméré certaines questions qui, à son avis, pourraient utilement figurer dans l'ordre du jour de ces négociations.

46. Cette explication du point 5 des propositions de la Commission ne doit pas être interprétée comme signifiant que de telles négociations ne pourraient s'ouvrir immédiatement si les Parties se mettaient rapidement d'accord sur leur ouverture.

47. Après que la Commission eut transmis ses propositions aux Parties, les délégations arabes ont soulevé diverses questions relatives à la structure et aux fonctions de médiation de la Commission, ainsi qu'aux principes sur lesquels reposaient les propositions présentées par la Commission dans le cadre de sa mission de médiation. Elles ont soulevé la question de savoir si la Commission devait être considérée comme un organe composé de représentants des gouvernements ou de représentants des Nations Unies. Au sujet des propositions présentées par la Commission dans le cadre de sa mission de médiation, les délégations arabes ont indiqué qu'en ce qui concerne les questions qui ont fait l'objet de décisions de l'Assemblée générale, la tâche de la Commission consistait simplement à appliquer ces décisions et qu'en présentant des

² Les renseignements statistiques relatifs à la Palestine pendant la période du Mandat et dont l'Office disposait, avaient trait à la population « non-juive » plutôt qu'à la population « arabe ». L'Office a considéré que le nombre des non-Juifs qui n'étaient pas Arabes était si faible qu'il ne pouvait avoir d'influence sensible sur les calculs de l'Office.

propositions qui entraîneraient la réouverture des discussions sur des points qui ont déjà fait l'objet de décisions, la Commission outrepassait son mandat. A leur avis, la résolution 194 (III) ne confère pas à la Commission de pouvoirs discrétionnaires dans l'accomplissement de sa tâche, en particulier en ce qui concerne la compensation et le rapatriement des réfugiés.

48. A ces observations, la Commission a répondu qu'elle était un organe composé de trois Etats, qui conformément aux instructions de l'Assemblée générale, devait aider les gouvernements et les autorités intéressés à régler de façon définitive toutes les questions sur lesquelles ils ne se sont pas mis d'accord. La Commission, en tant que telle, agit d'après les directives qu'elle reçoit de l'Assemblée générale. Les représentants des trois Etats reçoivent des instructions de leurs gouvernements respectifs.

49. On a également fait observer que le mandat et les pouvoirs de la Commission étaient définis dans la résolution 194 (III) et dans les résolutions ultérieures. La Commission n'a pas autorité pour assumer des fonctions ou exercer des pouvoirs autres que ceux qui lui ont été dévolus par l'Assemblée générale. Aux termes de la résolution 194 (III), la Commission a essentiellement pour mandat de « prendre des mesures en vue d'aider les gouvernements et les autorités intéressés à régler de façon définitive toutes les questions sur lesquelles ils ne se sont pas mis d'accord ». En lui confiant cette tâche, l'Assemblée générale s'est abstenue à dessein de fixer des limites étroites à l'autorité de la Commission. Au contraire, l'Assemblée générale lui laissait le soin de décider des meilleures méthodes à adopter en vue d'aider au rétablissement de la paix en Palestine et l'a chargée d'assumer, dans la mesure où elle le jugerait nécessaire, les fonctions confiées au Médiateur des Nations Unies en Palestine.

50. En ce qui concerne en particulier sa mission de médiation, la Commission a non seulement le droit mais aussi le devoir de formuler des propositions s'inspirant d'un esprit réaliste et impliquant des concessions mutuelles, à propos de toutes les questions en suspens — que ces questions aient fait ou non l'objet de recommandations précises de l'Assemblée générale. En élaborant les propositions d'ensemble qu'elle a soumises aux Parties, la Commission ne s'est pas écartée des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale. Elle s'est soigneusement attachée à faire de ces propositions le moyen de mettre ces résolutions en œuvre en respectant l'esprit qui les inspire et au mieux des intérêts des Parties, c'est-à-dire des Etats arabes, de l'Etat d'Israël, des réfugiés et de la communauté internationale.

51. Au cours d'une réunion qu'elle a tenue le 25 septembre avec les délégations arabes, la Commission a exposé une nouvelle fois les raisons pour lesquelles elle a considéré que ses propositions d'ensemble devaient être précédées d'une déclaration de non-agression présentée sous la forme d'un préambule. Elle a ensuite demandé aux délégations d'examiner puis d'accepter le préambule, afin de pouvoir aborder ensuite la discussion des propositions.

52. Les délégations arabes ont réaffirmé leurs intentions pacifiques et ont déclaré qu'elles considéraient que les Conventions d'armistice constituaient déjà des pactes de non-agression pleinement valables et de caractère permanent. Elles ont indiqué qu'elles n'estimaient pas nécessaire d'aller plus loin que ces engagements et qu'elles ne pouvaient souscrire au texte du Préambule proposé par la Commission. Elles ont ensuite présenté un texte préparé par leurs soins et dans lequel elles assuraient la

Commission de conciliation de leur désir de faciliter la création d'une atmosphère propice aux travaux de la Commission et d'aider au règlement pacifique du problème palestinien.

53. Le 21 septembre, la délégation d'Israël, répondant à la déclaration d'ouverture du Président, a fait connaître à la Commission qu'à titre de premier pas dans la voie de la paix, elle était prête à souscrire à une déclaration du genre de celle dont il était question dans le discours d'ouverture. Par la suite, la délégation d'Israël a suggéré que cette affirmation, par les Parties, de leurs intentions pacifiques, prenne la forme d'un pacte de non-agression qui viendrait compléter les Conventions d'armistice.

54. La Commission n'avait pas envisagé, à ce stade des travaux, la conclusion d'un accord qui prendrait la forme d'un pacte, et elle a estimé qu'il était prématuré d'examiner cette proposition. Si la déclaration d'Israël allait ainsi au delà des déclarations préliminaires d'intentions pacifiques que la Commission estimait possible d'obtenir des Parties, la déclaration arabe restait, quant à elle, en deçà de la formule proposée dans le Préambule. Malgré des discussions officielles et officielles avec les diverses délégations arabes, la Commission n'a pu amener les Parties à accepter le texte qu'elle leur avait proposé. Dans ces conditions, elle a estimé souhaitable et de l'intérêt des deux Parties, de dépasser cette phase initiale des travaux pour aborder l'examen des questions concrètes qui séparent encore les Parties. Dans une lettre en date du 6 octobre (annexe B), la Commission a informé les Parties qu'à son avis, leur déclaration constituait une base pour l'examen des propositions d'ensemble et qu'en conséquence elle était prête à aborder l'examen de ces propositions avec les délégations.

55. La délégation d'Israël n'a pas partagé le point de vue de la Commission qui estimait que la déclaration formulée par les Etats arabes contribuait à créer une atmosphère propice à l'examen des propositions de la Commission. Elle le lui a fait savoir par une lettre en date du 14 octobre. La délégation d'Israël a fait valoir qu'il existait entre la déclaration des Gouvernements arabes et l'engagement demandé par la Commission une différence portant non pas sur la forme mais sur le fond. A son avis, la déclaration des Etats arabes n'exprimait aucune intention de régler les différends existant entre les Parties en ayant recours aux procédures pacifiques préconisées par la Commission, et ne réaffirmait pas leur intention de se conformer aux obligations qui sont les leurs aux termes de la Charte des Nations Unies. Dans la formule qu'ils offrent, les Etats arabes ont omis l'engagement de s'abstenir de tout acte d'hostilité vis-à-vis de l'Etat d'Israël. Cette omission est motivée par un point de vue que le Conseil de sécurité, dans sa résolution du 1^{er} septembre 1951, a déclaré incompatible avec les Conventions d'armistice israélo-arabes et constituant un danger pour la paix. La formule d'engagement soumise à la Commission par les Etats arabes représente donc une tentative de faire accepter par la Commission, comme point de départ pour les travaux de la conférence, une interprétation des Conventions d'armistice de 1949 que le Conseil de sécurité vient de rejeter comme sapant les bases du système de sécurité reposant sur ces Conventions.

56. Le refus des Etats arabes de souscrire à l'engagement demandé par la Commission de conciliation ainsi que les termes mêmes de la formule qu'ils veulent lui substituer indiquent, selon Israël, que leur intention n'est

pas de favoriser l'établissement de la paix, mais au contraire de continuer tous les actes qu'une guerre comporte en dehors de l'emploi de la force armée. L'acceptation par la Commission de conciliation de la formule arabe qui, d'après elle, contribuait à la création d'une atmosphère favorable, laisse entendre, estime la délégation d'Israël, qu'un organisme des Nations Unies a sanctionné une interprétation des Conventions d'armistice de 1949 qui vient d'être condamnée par le Conseil de sécurité. La délégation d'Israël a déclaré qu'elle ne saurait admettre que cette attitude des Etats arabes puisse constituer un point de départ pour des négociations.

57. Dans une lettre à la délégation d'Israël, en date du 18 octobre 1951, la Commission a indiqué qu'à son avis, le texte de sa lettre du 6 octobre et le fait que la Commission a décidé de poursuivre l'examen de ses propositions ne sauraient justifier en aucune façon les craintes exprimées par cette délégation. Pour éviter tout malentendu possible, la Commission a déclaré qu'elle ne pouvait accepter une interprétation de sa position comportant une appréciation quelconque sur la portée des Conventions d'armistice, ou des résolutions du Conseil de sécurité, ou des dispositions de la Charte des Nations Unies. La Commission a déclaré qu'il devait être clairement entendu que ni le fond ni la forme des déclarations des deux Parties ne pouvaient modifier les obligations souscrites par les Parties conformément aux dispositions des Conventions d'armistice, ou aux dispositions de la Charte des Nations Unies. Il était également évident que de telles déclarations ne sauraient davantage modifier la portée des résolutions du Conseil de sécurité.

58. La délégation d'Israël a répondu en indiquant qu'elle ne nourrissait nulle appréhension à l'égard de l'interprétation, par la Commission, des Conventions d'armistice ou de la Charte des Nations Unies. La Commission s'est désolidarisée de l'attitude que les Etats arabes ont exposée dans leur déclaration, mais cela n'a pu modifier l'ambiance négative créée par cette attitude ni l'impossibilité pour la délégation d'Israël d'accepter cette attitude comme pouvant constituer un point de départ pour les

négociations. La délégation d'Israël estime que ces négociations, directes ou par l'intermédiaire de la Commission, restent conditionnées par la reconnaissance explicite, par les Etats arabes, des engagements et traités internationaux auxquels ils ont souscrit, c'est-à-dire que ces négociations ne sauraient être poursuivies qu'après que les Etats arabes auront remplacé leur déclaration du 3 octobre 1951 par l'affirmation de leur intention de respecter leurs obligations vis-à-vis de l'Etat d'Israël, en tant que signataires des Conventions d'armistice telles que les a interprétées le Conseil de sécurité, et en tant que Membres des Nations Unies.

59. La délégation d'Israël, tout en réaffirmant son désir de collaborer avec la Commission de conciliation, a déclaré qu'elle était prête à examiner avec celle-ci toute question pouvant constituer un sujet de discussion entre elle et la Commission en sa qualité d'organisme des Nations Unies, étant entendu que l'examen de toute question impliquant une négociation directe ou indirecte avec les Etats arabes devra attendre le moment où ces Etats se soumettront, sans équivoque, aux clauses des Conventions d'armistice, aux décisions du Conseil de sécurité et aux stipulations de la Charte des Nations Unies.

60. Le 24 octobre, la Commission a présenté aux délégations arabes des explications détaillées sur les cinq points compris dans ses propositions d'ensemble. Elle a présenté ces mêmes explications à la délégation d'Israël le 26 octobre.

61. Le 31 octobre, la Commission a adressé aux deux Parties une lettre réaffirmant les vues exposées dans sa lettre du 6 octobre où il était indiqué qu'une base existait pour les négociations et demandant aux Parties si elles étaient disposées à discuter en détail tous les points de l'ensemble des propositions de la Commission. A cette demande les délégations arabes ont répondu affirmativement. Tout en maintenant sa position précédemment exposée, la délégation d'Israël s'est déclarée prête à présenter ses observations sur les propositions de la Commission.

E. — OBSERVATIONS DE LA DÉLÉGATION D'ISRAËL AU SUJET DES PROPOSITIONS DE LA COMMISSION

62. Au cours de la réunion qui s'est tenue dans la matinée du 14 novembre, la délégation d'Israël a exposé ses vues sur les cinq points qui font l'objet des propositions d'ensemble de la Commission.

63. En ce qui concerne la question des dommages de guerre, la délégation d'Israël a affirmé que, dans le conflit palestinien, les Etats arabes étaient l'agresseur, et qu'ils ne pouvaient éluder la responsabilité morale et matérielle de leurs actes de belligérance, car ce serait contraire à l'objectif fondamental des Nations Unies, qui est d'empêcher le recours à la force ou aux menaces dans les relations internationales. En conséquence, la délégation d'Israël a déclaré qu'elle n'acceptait pas l'annulation réciproque des dommages de guerre et a demandé que la question figure à l'ordre du jour des négociations éventuelles entre Israël et les Etats arabes.

64. Au sujet du rapatriement des réfugiés, la délégation d'Israël a déclaré que des considérations majeures de sécurité et de stabilité politique et économique s'y opposaient. En outre, le fossé qui séparait les Arabes qui se sont enfuis de Palestine et les Israéliens est plus profond aujourd'hui qu'il n'était en 1948. Leur intégration dans

la vie nationale d'Israël est incompatible avec les réalités du moment. La responsabilité de la normalisation de leur existence incombe aux Etats arabes et non à l'Etat d'Israël. Israël, quant à lui, a apporté une contribution positive à la solution des difficultés résultant des mouvements de population provoqués par le conflit palestinien en accueillant près de 200.000 Juifs des pays du Moyen-Orient.

65. En ce qui concerne la question de la compensation, la délégation d'Israël a réaffirmé qu'elle était prête à apporter sa contribution au règlement de la question d'une compensation pour les biens arabes abandonnés se trouvant en territoire israélien. Elle a suggéré que des discussions concrètes portant sur la question de l'évaluation de ces biens aient lieu immédiatement, soit avec la Commission, soit avec tel autre organisme des Nations Unies désigné à cet effet. Il conviendrait, à son avis, d'avoir présentes à l'esprit les considérations ci-après : a) l'existence en Israël des biens arabes abandonnés est une conséquence directe de l'agression arabe et l'état de ces biens a été sérieusement affecté par les événements militaires de 1948 et par leur suite; b) la possibilité d'Israël de faire

face au paiement de la compensation est affectée par les mesures économiques hostiles prises à son encontre par les Etats arabes et par les charges matérielles que fait peser sur Israël la présence des immigrants juifs qui ont quitté les pays arabes en raison de la politique hostile des gouvernements arabes ; c) des biens juifs ont été abandonnés en territoire sous contrôle arabe et dans certains Etats arabes, notamment en Irak. L'accord final au sujet de la contribution israélienne globale à la compensation devra, en ce qui concerne l'Etat d'Israël, mettre un terme au problème des réfugiés. Les demandes individuelles devront être adressées à un organisme des Nations Unies.

66. En ce qui concerne les comptes bloqués, la délégation d'Israël a rappelé que la question avait fait l'objet d'un accord technique conclu en février 1950, rendu possible par l'attitude conciliante d'Israël, mais qui n'a pu être mis en œuvre du fait d'une absence de coopération de la part des gouvernements arabes. Un règlement de la question, qui pourrait bien résulter des conversations de Paris, devrait inclure la libération des comptes juifs bloqués en Irak.

F. — OBSERVATIONS DES DÉLÉGATIONS ARABES AU SUJET DES PROPOSITIONS DE LA COMMISSION

68. Les délégations arabes ont exposé leurs vues sur les propositions d'ensemble, au cours d'une réunion tenue avec la Commission le 14 novembre après-midi.

69. En ce qui concerne la question des dommages de guerre, les délégations arabes ont déclaré que la responsabilité du conflit de Palestine incombait à la Puissance mandataire, aux terroristes juifs et aux Nations Unies, et qu'en conséquence l'annulation réciproque des demandes de réparations entre les Etats arabes et Israël ne contribuerait pas au règlement du conflit palestinien sur des bases justes et durables. Elles ont, en outre, exprimé l'opinion que la question dépassait la compétence de la Commission et devrait échapper à sa médiation, et ont suggéré de retirer la question des propositions de la Commission.

70. Au sujet du rapatriement des réfugiés, les délégations arabes ont déclaré que le retour des réfugiés ne pouvait être soumis à aucune restriction. En formulant sa proposition, la Commission non seulement est allée à l'encontre des termes du paragraphe 11 de la résolution de l'Assemblée générale 194 (III) qui ne prévoit aucune restriction au droit des réfugiés de rentrer dans leurs foyers, mais elle a également consacré une injustice flagrante et a fait table rase d'un droit confirmé par la Déclaration universelle des droits de l'homme. Une telle proposition est de nature à inciter, en outre, Israël à poursuivre sa politique d'immigration massive qui accroît les causes de troubles dans le Moyen-Orient. Il ne peut y avoir de paix dans le Moyen-Orient tant qu'Israël s'oppose au retour des réfugiés dans leurs foyers. La Commission devrait sans tarder prendre des mesures d'ordre pratique en vue du retour des réfugiés dans leurs foyers et, pour commencer, procéder au recensement des réfugiés qui désirent être rapatriés. D'après les délégations arabes, les critères proposés par la Commission n'offriraient aucune base pratique pour la solution du problème.

71. Au sujet de la proposition relative à la compen-

67. Enfin, la délégation d'Israël a accueilli avec satisfaction l'initiative de la Commission d'élargir la portée des Conventions d'armistice. Elle a indiqué, toutefois, qu'il faudrait au préalable obtenir des gouvernements arabes le respect de ces Conventions dans leur forme actuelle, et selon l'interprétation qu'en a donnée le Conseil de sécurité. Le Gouvernement d'Israël prendra en considération les suggestions de la Commission lors de la discussion d'un accord entre Israël et les Etats arabes sur l'ordre du jour des négociations, en vue de la revision des Conventions. Il est possible, d'ailleurs, que les suggestions de la Commission ne soient alors retenues qu'en partie : la question des aménagements territoriaux ne devrait pas être discutée en même temps que celle des zones démilitarisées; la réglementation des eaux du Jourdain et du Yarmouk ne requiert pas la création d'une autorité internationale, mais doit simplement faire l'objet d'accords directs entre les Etats riverains; la nature et les conditions des facilités à accorder dans le port de Haïfa devraient être examinées en vue d'un arrangement éventuel à leur sujet dans le cadre d'un accord général sur les relations économiques entre Israël et les Etats arabes.

sation, les délégations arabes ont soulevé les questions de principe et de procédure ci-après :

a) Pour ce qui est de la question de principe, elles ont déclaré que les Nations Unies partagent avec Israël la responsabilité du paiement des sommes dues à titre de compensation aux réfugiés qui ne sont pas rapatriés ainsi que des indemnités qui doivent être payées pour tout bien perdu ou endommagé en général. Le versement de la compensation et des indemnités ne doit pas être fonction des possibilités d'Israël de faire face à ces paiements. Si Israël ne peut y faire face, les Nations Unies devront prendre cette charge à leur compte.

b) En ce qui concerne la question de procédure, les délégations arabes ont déclaré que la compensation devait être évaluée sur la base de la valeur réelle du bien. Les réfugiés devraient être représentés aux diverses instances de cette opération et il faudrait instituer une procédure leur permettant de faire appel. Il conviendrait de confier à des experts le soin d'évaluer la part des biens du domaine public, tels que les routes, les ports, les chemins de fer, etc., qui revient aux réfugiés. Elles ont également souligné que le paiement devrait se faire sur une base individuelle et au comptant.

72. Les délégations des Etats arabes ont accepté la proposition visant à ce que les Parties acceptent l'une et l'autre de libérer les comptes bloqués, et ont insisté pour une mise en œuvre immédiate de cette mesure.

73. La délégation de l'Egypte a déclaré ne pas avoir d'objection au principe de la revision ou de la modification des Conventions d'armistice. Elle a toutefois indiqué que cette revision ou cette modification devrait être basée sur certains principes, à savoir le respect des résolutions des Nations Unies et du Protocole de Lausanne. A son avis, l'établissement des communications et des relations économiques entre Israël et les Etats arabes sont des questions qui, relevant de la juridiction souveraine des Etats, ne sont pas de la compétence de la

Commission. En outre, l'établissement de ces relations est impossible tant que le problème des réfugiés n'a pas reçu de solution et qu'Israël continue à avoir vis-à-vis du monde arabe une politique agressive. D'autre part, la Commission a omis dans ses propositions de faire mention de l'internationalisation de Jérusalem ou du sort de la partie de la Palestine qui n'est pas sous administration israélienne. Ce sont les habitants de cette région qui doivent décider du sort de cette dernière; quant à celui de la bande de Gaza, il est lié à la solution définitive du problème palestinien ainsi qu'au sort de la Palestine arabe et ne peut être discuté séparément.

74. La délégation du Royaume hachémite de Jordanie n'avait pas d'observation à présenter sur la proposition de la Commission ayant trait à la revision ou à la modification des Conventions d'armistice.

75. La délégation du Liban a indiqué que la revision des Conventions d'armistice ne saurait se faire que dans le cadre actuel de ces Conventions. Le Gouvernement du Liban s'oppose à la création d'une autorité internationale des eaux chargée des questions de l'utilisation des eaux du Jourdain et du Yarmouk. Elle considère qu'on ne doit pas limiter à Jérusalem et à Bethléem le libre accès aux Lieux saints, et estime que la seule solution possible est l'internationalisation de tous les Lieux saints. Quant au sort de la région de Gaza, on ne saurait en discuter sans discuter également du destin futur de la Palestine arabe.

76. La délégation de la Syrie a déclaré que les pro-

positions de la Commission concernant la revision et la modification des Conventions d'armistice posent tout le problème palestinien. Il semble qu'une telle proposition procède d'une intention de consacrer un fait accompli et d'obtenir l'acceptation définitive d'une situation acquise par la force et au mépris des décisions des Nations Unies.

77. Après un examen attentif des observations présentées par les Parties le 14 novembre, et tenant compte des précédentes conversations qu'elle avait eues avec les Parties à Paris, la Commission s'est vue dans l'obligation de conclure que ses efforts en vue d'amener les Parties à discuter les propositions d'ensemble dans un esprit équitable et réaliste et sur la base de concessions mutuelles, n'avaient pas été couronnés de succès, puisqu'aucune des Parties ne s'était montrée disposée à apporter une modification substantielle à l'attitude rigide adoptée jusqu'alors et à rechercher par voie de médiation une solution qui suivrait les grandes lignes des propositions d'ensemble de la Commission.

78. Etant donné les positions prises par les Parties, la Commission a donc eu le regret de décider de mettre fin à la conférence à laquelle elle avait invité les Parties le 10 août 1951. Cette décision a été communiquée aux Parties dans une lettre en date du 19 novembre 1951 (annexe C) à laquelle ont été joints en annexes les comptes rendus des séances au cours desquelles les délégations ont présenté leurs observations sur les propositions de la Commission.

G. — CONCLUSIONS

79. Dans ses activités au cours de l'année écoulée — et à vrai dire pendant les trois années de son existence — la Commission de conciliation n'a pas été en mesure de réaliser un progrès substantiel dans la tâche que lui avait assignée l'Assemblée générale et qui consistait à aider les Parties au différend palestinien à régler de façon définitive toutes les questions qui les séparent.

80. Dans le cadre de ses efforts pour accomplir cette tâche, la Commission a utilisé toutes les procédures dont elle disposait, aux termes des résolutions de l'Assemblée générale. A Lausanne, au printemps de 1949, elle a essayé de remplir sa mission d'assistance en agissant comme intermédiaire entre les Parties; à Genève, en 1950, la Commission a tenté d'amener les Parties à négocier directement au sein de comités mixtes. Enfin, lors de la récente conférence de Paris, la Commission a assumé les fonctions de médiateur et, en cette qualité, elle a soumis à l'examen des Parties un ensemble de propositions concrètes en vue d'apporter une solution à la question de Palestine.

81. Cet ensemble de propositions comprenait des dispositions d'ordre pratique en vue d'apporter une solution à la question des réfugiés ainsi qu'une méthode pour reviser ou amender les Conventions d'armistice conclues entre Israël et ses voisins, afin de favoriser le rétablissement de la paix en Palestine.

82. En établissant un lien entre ces deux problèmes dans son ensemble de propositions, la Commission a tenu compte des deux considérations suivantes : a) les Conventions d'armistice, bien qu'ayant un caractère militaire, avaient été conçues comme un moyen de transition de l'état de guerre à l'état de paix et prévoient les

procédures qui permettraient d'atteindre ce but; b) il n'est pas possible de réaliser des progrès positifs dans la voie conduisant de l'état de guerre à l'état de paix en Palestine, si le problème des réfugiés demeure sans solution.

83. Le dernier effort tenté au cours de la conférence de Paris n'a pas été couronné de plus de succès que les précédentes tentatives de la Commission au cours des trois années écoulées. Malgré cette absence de résultats positifs, la Commission constate que, de part et d'autre des lignes d'armistice, le désir a été exprimé de collaborer avec les Nations Unies en vue de créer en Palestine des conditions de stabilité, mais la Commission estime aussi qu'aucune des Parties n'est actuellement disposée pour ce faire, à exécuter de façon pleine et entière les résolutions de l'Assemblée générale qui régissent l'action de la Commission.

84. En particulier, le Gouvernement d'Israël n'est pas disposé à exécuter la clause du paragraphe 11 de la résolution de l'Assemblée générale en date du 11 décembre 1948, suivant laquelle les réfugiés qui désirent rentrer dans leurs foyers et y vivre en paix avec leurs voisins doivent être autorisés à le faire, à la date la plus rapprochée qu'il se pourra.

85. Les Gouvernements arabes, de leur côté, ne sont pas disposés à exécuter de façon pleine et entière le paragraphe 5 de ladite résolution qui préconise un règlement définitif de toutes les questions qui les opposent à Israël. Les Gouvernements arabes, dans leurs rapports avec la Commission, ne se sont montrés aucunement disposés à parvenir à un tel règlement de paix avec Israël.

86. La Commission estime que de nouveaux efforts en vue de régler la question palestinienne pourraient encore utilement s'inspirer des principes qui sont à la base des propositions d'ensemble que la Commission a présentées aux Parties au cours de la Conférence de Paris. La Commission persiste à croire que, si les Parties étaient disposées à accepter ces principes, on pourrait alors rechercher un accord général ou des accords partiels par voie de négociations directes entre les Parties, avec l'assistance ou la médiation des Nations Unies.

87. Toutefois, la Commission est d'avis que, d'une part, le fait que les Parties ne consentent pas actuellement à exécuter, de façon pleine et entière, les résolutions de

l'Assemblée générale qui régissent l'action de la Commission, et, d'autre part, les changements qui sont survenus en Palestine au cours des trois dernières années, ont mis la Commission dans l'impossibilité de s'acquitter de son mandat et que cette situation de fait devrait être prise en considération dans toute étude nouvelle du problème palestinien.

88. Enfin, la Commission, fermement convaincue de l'interdépendance des aspects du problème palestinien, estime que dans toute étude nouvelle du problème, il devrait être tenu compte de la nécessité de coordonner tous les efforts des Nations Unies qui tendent à établir en Palestine la stabilité, la sécurité et la paix.

ANNEXES

Annexe A

ÉVALUATION DES BIENS ARABES ABANDONNÉS EN TERRITOIRE ISRAËLIEN

I. — ÉVALUATION DE LA PROPRIÉTÉ ARABE IMMOBILIÈRE ABANDONNÉE PAR LES ARABES EN TERRITOIRE ISRAËLIEN, RÉSULTANT DES TRAVAUX DE L'OFFICE POUR LES RÉFUGIÉS, DE LA COMMISSION DE CONCILIATION POUR LA PALESTINE.

(Résumé de l'étude de l'Office.)

1. L'Office pour les réfugiés, de la Commission, estime que la superficie totale des terres abandonnées par les Arabes en Israël est de 16.324 km² et représente une valeur globale de 100 millions de livres palestiniennes. Les méthodes utilisées par l'Office pour obtenir ces chiffres globaux sont brièvement décrites ci-dessous. Ceux qui connaissent la complexité extrême du problème reconnaîtront que les estimations doivent nécessairement être considérées comme approximatives.

2. Tout au long de son travail, l'Office s'est maintenu en rapport avec les gouvernements intéressés et a obtenu l'avis de spécialistes de la question, tels que d'anciens fonctionnaires du Gouvernement mandataire, des représentants du Ministère des finances d'Israël et des directeurs de banques locales. L'Office a également été en rapport avec des représentants des réfugiés, notamment avec le Congrès des réfugiés de Ramallah et le Comité des Arabes réfugiés propriétaires de biens en Palestine.

A. — Définition.

3. Le terme « terres » doit être considéré comme synonyme de « propriété immobilière » et est utilisé pour désigner la terre et tout ce qui y est fixé, comme c'est le cas dans les décrets pertinents de l'ancien Gouvernement de la Palestine. En conséquence, les bâtiments et les arbres ont été considérés comme faisant partie intégrante de la terre sur laquelle ils se trouvent et ont été inclus dans l'évaluation de celle-ci.

B. — Superficie des terres abandonnées.

4. L'Office avait le choix entre les quatre méthodes ci-après :

a) Distribuer un questionnaire à tous les réfugiés et vérifier l'exactitude des réponses d'après les registres fonciers (registres des titres de propriétés et des transactions) établis par le Gouvernement mandataire;

b) Utiliser les registres fonciers eux-mêmes d'après des microphotographies;

c) Utiliser les registres de l'Administrateur des biens des absents, nommé par le Gouvernement d'Israël en application de la loi relative aux biens des absents;

d) Utiliser les « Statistiques des villages » de 1945, publiées par le Gouvernement de Palestine.

5. Les méthodes a et b n'ont pas été retenues parce qu'elles n'auraient fourni que des données de fait relativement incomplètes. La méthode c n'a pas été utilisée parce que l'on a pensé qu'il ne convenait pas d'évaluer le montant de la compensation uniquement sur la base de renseignements fournis par l'une des Parties intéressées. C'est pourquoi l'évaluation a été fondée sur les « Statistiques des villages » qui contenaient les données de base à partir desquelles on pouvait déterminer la superficie des terres et évaluer globalement leur valeur, c'est-à-dire une liste de tous les villages et villes de Palestine, indiquant le chiffre de la population par groupes religieux et fournissant la superficie en *dunums* pour chaque village et ville catalogués d'après la nature et l'utilisation de la terre et faisant ressortir le nombre de *dunums* de chacune des catégories aux mains des Arabes, des Juifs, de l'Etat et d'autres propriétaires. Les « Statistiques » fournissent également le montant global de l'impôt sur la propriété rurale et urbaine payable dans chaque ville et village par les Arabes et par les Juifs respectivement.

6. Bien que l'on n'ait pas évalué la superficie totale des terres abandonnées par la méthode consistant à distribuer un questionnaire à tous les réfugiés, la Commission est persuadée que l'on devra avoir recours à une méthode de ce genre lorsqu'il s'agira de déterminer les versements individuels au titre de la compensation.

7. Pour obtenir le chiffre global de 16.324 km², on a procédé de la façon suivante :

Élimination dans les « Statistiques » de tous les villages ne ressortant pas de la juridiction d'Israël, y compris les zones démilitarisées et le « no man's land » de Jérusalem. Étant donné que les lignes d'armistice ne suivent pas les limites des villages, on s'est servi de ces Statistiques dans le cas des villages-frontières, de façon à indiquer, d'une façon approximative, le nombre de *dunums* dans les diverses catégories et la propriété des terres sises en territoire placé sous la juridiction d'Israël.

Élimination dans les « Statistiques » des zones urbaines et des villages où la terre est restée en possession des Arabes qui y habitaient primitivement.

8. Une fois effectuées les suppressions et modifications mentionnées ci-dessus, les totaux des colonnes qui, dans les Statistiques, figuraient sous la rubrique « Arabes », faisaient ressortir le nombre de *dunums* des propriétés rurales dans chaque catégorie ou groupe de catégories qui appartenaient autrefois à des Arabes et qui sont main-

tenant en possession d'Israël. Les résultats peuvent être résumés de la façon suivante : sans tenir compte du Negeb, 4.186 km² de terres qui appartenaient à des Arabes sont passés aux mains des Juifs; sur ce total, 1.432 km² ne sont pas cultivables, et 15 km² sont des zones bâties, ce qui laisse un total de 2.739 km² de terres cultivables. Dans le Negeb, 12.138 km² ont changé de mains, dont 10.303 km² ne sont pas cultivables et 1.835 sont cultivables. Ainsi, la superficie totale des terres passées de propriétaires arabes à des propriétaires israéliens est de 16.324 km², dont 4.574 sont cultivables.

C. — Détermination de la valeur des terres arabes abandonnées.

9. L'on peut envisager trois moyens d'aborder le problème :

a) Etude des prix réels négociés et inscrits aux registres fonciers, complétée par des inspections sur place;

b) Etude des barèmes de l'impôt sur la propriété rurale et de l'impôt sur la propriété urbaine institué par l'Administration mandataire (indiqués dans les Statistiques des villages);

c) Consultation de plusieurs experts israéliens et arabes pour obtenir leur avis, que compléteront les connaissances du spécialiste des questions foncières de l'Office, sur les conditions existant dans le pays et sur l'état des terres.

10. La méthode a n'a pas été retenue, car les registres fonciers n'indiquent pas à une même date la valeur des parcelles de terrains, et la valeur des terres en Palestine étant soumise à des fluctuations sensibles, il serait difficile de parvenir à une conclusion concernant la valeur d'une catégorie déterminée de terre à une date déterminée. On a estimé, en revanche, que les « Statistiques des villages » ont été établies, en tant que document officiel, à une époque où ne se posait pas la question de la compensation payable par une Partie à l'autre Partie (et c'est là un facteur particulièrement important en ce qui concerne le classement des terres par catégories, question au sujet de laquelle il pouvait y avoir de nombreux avis d'experts); que les « Statistiques » tiennent compte de toutes les terres effectivement occupées et cultivées par des Arabes et qu'elles ne tiennent aucun compte des éléments spéculatifs. Il a donc été décidé qu'il faudrait utiliser les méthodes b et c en les combinant.

11. Les principes que l'on a jugé bon d'adopter sont les suivants :

a) L'évaluation devrait être basée sur la valeur utilitaire au moment de l'évaluation (c'est-à-dire, dans le cas des terres agricoles, sur le rendement estimé des récoltes, et, dans le cas d'immeubles situés dans les zones urbaines, sur le revenu réel ou estimé de la location) à laquelle on ajouterait la valeur normale due aux possibilités de développement (ou en d'autres termes, la valeur qui s'attache aux lots vacants situés dans les limites des agglomérations urbaines);

b) On ne devrait pas tenir compte des éléments spéculatifs excédant la normale. Ce sont là des éléments de nature fictive dus à des pénuries temporaires que l'on peut attribuer aux causes ci-après : les conditions qui ont existé pendant et après la deuxième guerre mondiale; l'effet des *Land transfer regulations* de 1939 qui, en limitant strictement les régions où les Juifs étaient autorisés à acheter des terres, y ont fait monter les prix; les conséquences des achats de terres effectués par le

Fonds national juif pour des raisons stratégiques, à des prix très supérieurs aux prix se justifiant économiquement; et enfin, la campagne menée par les Arabes contre la vente de terres aux Juifs, à la suite de laquelle les Arabes qui effectuaient de telles ventes couraient des risques qu'ils escomptaient monnayer;

c) L'évaluation devrait être faite en se reportant au niveau des valeurs existant, ainsi qu'à l'état de la propriété au 29 novembre 1947;

d) Aucune valeur ne devrait être attribuée aux terres non cultivables.

12. Le décret relatif à l'impôt sur la propriété rurale en Palestine (qui s'appliquait en 1947 à toutes les terres rurales, sauf au Negeb) prévoyait un impôt par *dunum*, selon des taux variables, sur des catégories de terre établies selon la productivité estimée du sol et compte tenu, dans une certaine mesure, du produit annuel net. En général, les taux de l'impôt par *dunum* étaient environ 10 pour 100 de la valeur annuelle nette, estimée à un chiffre peu élevé, des diverses catégories de terre.

13. Les valeurs par *dunum* de 1.000 m² fixées pour chaque catégorie ou groupe de catégories sont les suivantes :

Agrumes. — Catégories 1 et 2 : 80 livres palestiniennes. Le barème de l'impôt a été de peu d'utilité, ou même inutile, dans le calcul de la valeur, étant donné qu'au cours de la deuxième guerre mondiale il n'y avait pas de marché pour les faits; les plantations se sont donc détériorées et le marché s'est donc considérablement restreint. C'est pourquoi la valeur a été fixée sur la base des avis fournis par divers experts.

Bananes. — Catégorie 3 : 80 livres palestiniennes. Le barème de l'impôt n'a pas été utile au calcul de la valeur, étant donné qu'en 1947, le taux de l'impôt a été fixé, pour des raisons économiques générales, de manière à décourager la plantation de nouvelles bananeraies. Le Gouvernement mandataire (*Survey of Palestine*, chapitre VIII) a calculé que la superficie que l'on pourrait considérer comme « lot viable » pour les bananiers pourrait être fixée à 10 *dunums*, comme pour les agrumes. L'Office a supposé, par conséquent, que la valeur par *dunum* était la même.

Zone bâtie des villages. — Catégorie 4 : 150 livres palestiniennes. En 1935, le taux de l'impôt avait été primitivement fixé à 160 *mils* sur la base d'une valeur en capital de 27 livres sterling par *dunum* pour le terrain seulement. En 1947, le taux de l'impôt a été quadruplé, ce que l'on peut considérer comme un indice de l'augmentation de la valeur en capital qui se monterait ainsi à 108 livres palestiniennes par *dunum*. Ce chiffre indique la valeur minimum du terrain et des bâtiments car, dans le cas des propriétés rurales, cette valeur n'est presque jamais inférieure à la valeur du terrain seul. Sur la base d'une liste de petites villes arabes qui tombaient sous le coup de la loi relative à l'impôt sur les propriétés urbaines mais qui n'étaient guère que des villages, les valeurs globales en capital ont été calculées pour chaque ville, et ont été divisées d'après la surface, afin d'obtenir les valeurs en capital par *dunum*. La moyenne résultante a été de 235 livres palestiniennes et le médian de 190 livres palestiniennes (pour les terrains et les bâtiments). Etant donné que d'une façon générale, les normes du bâtiment dans les villages sont inférieures à celles existant dans les villes qui ont été sélectionnées, on a décidé que les chiffres de 108 et de 190 livres palestiniennes seraient les limites minima et maxima de la

valeur et que celle-ci devrait être fixée à 150 livres palestiniennes.

Terres irriguées, plantations de fruits et terres arables de première qualité. — Catégories 5 à 8 : 48,75 livres palestiniennes. L'on est arrivé à ce chiffre en multipliant par 10 les taux d'imposition de 1947 pour avoir la valeur annuelle nette pour chaque catégorie, en appliquant aux chiffres ainsi obtenus un indice de pondération de 25 pour 100, pour tenir compte du fait que l'augmentation de la valeur des terres irriguées a été proportionnellement plus forte que celle des terres non irriguées propres à la culture des céréales, et enfin en appliquant un coefficient de 30 %, ce qui donne une valeur en capital de 60 livres palestiniennes pour la catégorie 5 et de 48,75 comme moyenne du groupe de catégories 5 à 8.

Terres propres à la culture des céréales. — Catégories 9 à 13 : 16,80 livres palestiniennes. Ce chiffre a été obtenu en appliquant le même coefficient de 30 aux valeurs annuelles nettes de 1947 « non pondérées » de ce groupe de catégories, et en faisant la moyenne pour le groupe tout entier.

Terres « marginales » propres à la culture des céréales. — Catégories 14 et 15 : 3,60 livres palestiniennes. L'on a utilisé le même procédé que dans le cas des catégories 9 à 13.

Negeb. — (Région où l'impôt sur la propriété rurale ne s'appliquait pas.)

14. Etant donné le caractère contradictoire des quelques renseignements disponibles au sujet de la valeur réelle de la terre propre à la culture dans le Negeb, l'Office a fondé son estimation sur les avis d'experts et a obtenu le chiffre de 3,60 livres palestiniennes par *dunum*.

15. Le tableau suivant montre la superficie totale et la valeur estimée des terres arabes abandonnées :

Description	Catégorie	Valeur par <i>dunum</i> Livres palestiniennes	Superficie en <i>dunums</i>	Totaux Livres palestiniennes
<i>Partie septentrionale d'Israël</i>				
Agrumes et bananes	1, 2 et 3	80	121.184	9.894.720
Zone bâtie des villages	4	150	14.602	2.190.300
Terres irriguées, plantations, etc.	5 à 8	48,75	303.750	14.807.812
Terres propres à la culture des céréales	9 à 13	16,80	2.113.183	35.501.474
Terres propres à la culture des céréales	14 et 15	3,60	201.495	725.382
<i>Negeb</i>				
Terres propres à la culture des céréales	14 et 15	3,60	1.834.849	6.605.456
TOTAL				69.525.144

Propriétés urbaines.

16. L'Office a calculé le montant théorique de l'impôt sur les propriétés arabes abandonnées dans chaque ville

* Les terres cultivables sont considérées comme étant un des placements les plus sûrs et le revenu en est par conséquent faible. On prévoit généralement un intérêt de 3 pour 100 qui correspond à un multiplicateur de 33,3. Puisque dans ce cas, les valeurs annuelles nettes sont élevées, l'on a considéré qu'un multiplicateur de 30 était plus indiqué.

en prenant pour hypothèse que le montant de l'impôt décroît à mesure que la population est plus faible. Les résultats de ces calculs sont indiqués dans le tableau ci-après :

Cités	Chiffres approximatifs de la population arabe en 1945	Chiffres approximatifs de la population arabe à l'heure actuelle	Impôt payable par les Arabes en 1945 Livres palestiniennes	Montants théoriques de l'impôt payable sur les terres abandonnées Livres palestiniennes
Acre	12.220	3.100	3.111	2.322
Beisan	5.160	néant	1.373	1.373
Nazareth ...	14.200	26.067	2.942	néant ⁴
Safed	9.530	néant	1.357	1.357
Tibériade ..	5.300	néant	1.911	1.911
Haïfa	62.510	5.700	39.980	36.494
Shefa 'Amr..	3.630	3.905	455	néant ⁴
Jaffa-Tel Aviv	66.640	4.500	41.688	38.873
Lydda	16.750	1.050	2.919	2.736
Ramle	15.160	1.700	3.347	2.972
Majdal	9.910	2.300	1.244	9 ⁵
Beersheba ..	5.560	néant	1.043	1.043
TOTAL				90.036

17. Ayant fixé le montant théorique de l'impôt à percevoir, l'on a multiplié ce chiffre par 10 pour obtenir la valeur annuelle nette. Ce chiffre a été rectifié en appliquant un indice de pondération de 25 pour 100 pour tenir compte que d'après le système appliqué en Palestine pour l'évaluation servant au calcul de l'impôt, les évaluations, pour de nombreuses raisons, ne représentaient que rarement toute la valeur commerciale; un autre indice de pondération de 25 pour 100 a été appliqué pour tenir compte de l'augmentation de valeur intervenue entre l'évaluation faite à la fin 1947 et celle effectuée avant 1945. On a ensuite multiplié la valeur annuelle nette pondérée par un coefficient de 16,667 %, ce qui donne une valeur globale en capital de 21.608.640 livres palestiniennes.

Propriétés sises à Jérusalem.

18. Etant donné le partage de la Ville de Jérusalem en trois zones, on a estimé nécessaire de traiter à part la question des propriétés sises dans cette ville. L'Office ne s'est intéressé qu'à la zone administrée par Israël où se trouvent de nombreuses propriétés arabes de grande valeur. On a procédé à cette évaluation d'après les données contenues dans le registre de l'Administrateur des biens des absents en Israël. Le registre donne le numéro et la description de chacune des parcelles confiées à l'Administrateur ainsi que l'estimation de leur valeur en capital. Il existe environ 3.660 parcelles distinctes. La valeur annuelle nette de chaque parcelle d'après les fiches établies sur place pour la dernière évaluation (1947) a été calculée sur la base de renseignements provenant d'autres sources. La valeur annuelle nette globale se monte à 444.000 livres palestiniennes, chiffre qui a été augmenté de 25 pour 100 pour les raisons mentionnées plus haut. En appliquant, à la valeur annuelle nette ainsi

⁴ La population arabe s'est accrue et l'on présume que dans ces villes aucune propriété arabe n'a été abandonnée.

⁵ Le coefficient peut varier de 10 à 25 (ce qui correspond à un rendement présumé de 10 à 4 pour 100), d'après la nature, l'âge et l'état de la propriété, ainsi que d'après ce que pourraient rapporter des investissements présentant les mêmes garanties de sécurité. Eu égard à la nature très variable de la propriété, le coefficient a été fixé à 10,667, ce qui correspond à un rendement de 6 pour 100.

obtenue qui s'élève à 555.000 livres palestiniennes le coefficient de capitalisation de 16,667, on a obtenu le chiffre de 9.250.000 livres palestiniennes représentant la valeur des propriétés sises à Jérusalem.

Valeur globale.

19. La valeur globale des terres arabes abandonnées en Israël calculée par l'Office pour les réfugiés se décompose comme suit :

	Livres palestiniennes
Propriétés rurales	69.525.144
Propriétés urbaines	21.608.640
Propriétés sises à Jérusalem	9.250.000
	100.383.784
soit	100.000.000

20. L'on considère qu'en convertissant le chiffre de l'évaluation, soit 100.000.000 de livres palestiniennes, en dollars ou en toute autre monnaie, la livre palestinienne doit être considérée comme équivalant à la livre sterling et que le cours de conversion doit être le cours en vigueur pour la livre sterling à la date du paiement. Sur la base du rapport actuel livre-dollar, le montant global de la compensation exprimé en dollars serait de 280.000.000 de dollars.

II. — ETUDE PRÉLIMINAIRE RELATIVE A LA VALEUR DE CERTAINES CATÉGORIES DE BIENS MEUBLES APPARTENANT A DES ARABES (ETUDE EFFECTUÉE PAR L'OFFICE POUR LES RÉFUGIÉS DE LA COMMISSION DE CONCILIATION DES NATIONS UNIES POUR LA PALESTINE).

21. A la demande de la Commission de conciliation, l'Office pour les réfugiés a examiné la possibilité de procéder à une évaluation globale de la propriété mobilière abandonnée par la population arabe lorsqu'elle a quitté le territoire placé aujourd'hui sous la juridiction d'Israël. A regret, l'Office a été amené à conclure qu'il ne pouvait procéder à une évaluation de toute la propriété mobilière étant donné que certaines catégories de ces biens ne se prêtaient pas à une évaluation globale et qu'il ne disposait pas de moyens permettant de déterminer quels sont les biens que les réfugiés ont emportés et quels sont ceux qu'ils ont abandonnés, et c'est pourquoi le problème diffère complètement du problème de l'évaluation de la propriété immobilière. Il y a lieu de signaler à ce sujet, que même s'il était possible de savoir quels sont les biens meubles qui ont été abandonnés, l'on ne pourrait présumer que tous ces biens ont été saisis par les autorités d'Israël. Une demande officielle adressée par l'Office aux autorités d'Israël, le 30 septembre 1951, pour demander des renseignements au sujet de la nature et de l'importance de la propriété mobilière qu'elles ont saisie n'a pas eu de résultat. Dans ces circonstances, l'Office ne peut que fournir certains renseignements quant à la valeur des biens qui appartenaient aux réfugiés avant leur exode.

22. L'on pouvait envisager deux méthodes d'examen. La première consistait à entreprendre un sondage statistique portant sur un nombre donné de réfugiés — 1.000 par exemple — choisis au hasard, en leur demandant de remplir un questionnaire où ils indiqueraient la nature, l'importance et la valeur de leur propriété immobilière et de leur propriété mobilière. L'on pourrait, sur la base des résultats de cette enquête, calculer le rapport existant entre la valeur de la propriété mobilière et celle de la propriété immobilière. Cette procédure présente de

nombreux inconvénients, en particulier l'impossibilité de vérifier l'exactitude des réponses des réfugiés. L'autre méthode consistait à étudier les documents statistiques publiés par le gouvernement mandataire, dans l'espoir d'y recueillir des renseignements portant sur le problème en question. L'Office a appris que les Services de statistique de Palestine n'avaient jamais publié d'étude de ce genre au temps du Mandat, mais il a obtenu communication d'un tableau indiquant les résultats d'une étude effectuée au début de 1948, et qui n'avait pas été publiée. Cette étude fournit des estimations relatives à la répartition de la richesse en Palestine, entre les Juifs et les non-Juifs, pour l'année 1945, et l'on a pensé que l'on pouvait utiliser ces renseignements pour obtenir une estimation de la richesse *per capita* de la population non-juive en 1945, bien qu'il fût nécessaire de tenir compte de l'augmentation des prix et de la dépréciation, depuis cette date. Il était également évident que la valeur des biens meubles est reliée plus directement au revenu national qu'elle ne l'est à la richesse nationale. Dans cette étude, le revenu national de la population non-juive en 1945 est évalué à 62.000.000 de livres palestiniennes et la valeur de la propriété mobilière est estimée représenter de 30 à 50 pour 100 du revenu national.

23. Sur la base de ces renseignements, l'on pouvait évaluer la valeur de la propriété mobilière arabe abandonnée d'après trois méthodes différentes: a) un calcul ayant pour base un pourcentage de la valeur de la propriété immobilière; b) un calcul ayant pour base un pourcentage du revenu national, et c) un calcul ayant pour base la somme des valeurs, en 1945, des différentes catégories de biens que l'on peut grouper sous le titre « meubles ». L'on a décidé d'utiliser chacune de ces méthodes, à titre d'essai, sans attacher plus d'importance à l'une qu'à l'autre, et à comparer les résultats ainsi obtenus.

24. Pour les besoins de cette étude « propriété mobilière » désigne uniquement l'outillage industriel, les stocks commerciaux, les véhicules à moteur, l'outillage agricole et le bétail et les meubles meublants.

A. — Les réfugiés.

25. Dans les calculs qui suivent, la population totale arabe du territoire autrefois sous mandat, le nombre total des réfugiés et la ventilation de ces deux chiffres sous les rubriques « urbaine » et « rurale » sont des facteurs importants. Malheureusement, l'on ne dispose pas de chiffres spécifiquement relatifs aux Arabes. Tous les chiffres qui ont été publiés se rapportent aux Juifs et aux non-Juifs, mais le nombre des non-Juifs qui n'étaient pas des Arabes est relativement si faible qu'il ne peut avoir d'influence marquante dans les calculs. D'après les chiffres pour 1944, le nombre des non-Juifs, pour l'ensemble de la Palestine, était de 1.211.370 et se décomposait comme suit :

	Non-Juifs
Population rurale	733.870
Population urbaine	410.500
Population nomade	67.000
TOTAL	1.211.370

26. Pour les besoins de ces calculs, on a adopté le chiffre de 900.000 pour le nombre de réfugiés, chiffre qui représente environ 75 pour 100 de la population globale. Si l'on groupe la population rurale et la population nomade et si l'on suppose que les réfugiés se répartissent

entre « population urbaine » et « population rurale » dans les mêmes proportions que la population totale, on arrive aux résultats suivants :

	Chiffres approximatifs
Réfugiés d'origine rurale	600.000
Réfugiés d'origine urbaine	300.000
TOTAL	900.000

B. — Calculs basés sur un pourcentage de la valeur immobilière.

27. L'Office a estimé la valeur de la propriété immobilière appartenant à des réfugiés à 100.000.000 de livres palestiniennes, se décomposant comme suit :

	Livres palestiniennes (approx.)
Propriété rurale	70.000.000
Propriété urbaine	30.000.000
TOTAL	100.000.000

28. Au moment de l'échange de la population entre la Grèce et la Turquie, après la première guerre mondiale, le rapport entre la valeur de la propriété mobilière et celle de la propriété immobilière abandonnées par les Turcs quittant la Grèce était de 4,7 et, dans le cas des Grecs quittant la Turquie, cette proportion était de 60,9 pour 100. Les Turcs formaient une population en majorité agricole et les Grecs une population en majorité urbaine. Il existe ainsi une analogie réelle entre la structure sociale des populations turques et grecques et celle des populations arabes rurales et urbaines respectivement. Si l'on applique les pourcentages cités ci-dessus au chiffre représentant la valeur de la propriété arabe immobilière rurale et urbaine, on obtient les résultats suivants :

	Livres palestiniennes
$\frac{70.000.000 \times 4,7}{100} =$	3.300.000
$\frac{30.000.000 \times 60,9}{100} =$	18.270.000
Valeur de la propriété mobilière appartenant aux réfugiés arabes.	21.570.000

29. En France, l'on estime, dans certains cas, la valeur de la propriété mobilière à 5 pour 100 de la valeur de la propriété immobilière. Le texte de la loi correspondante indique clairement que ce pourcentage de 5 pour 100 ne porte que sur le mobilier et les effets ménagers. Si ce même pourcentage s'appliquait en Palestine arabe, la valeur des effets ménagers des réfugiés se monterait à environ 5.000.000 de livres palestiniennes. Toutefois, eu égard au niveau de vie relativement bas et à la valeur relativement élevée des terres, il est probable que le pourcentage est bien inférieur, et qu'il peut être estimé approximativement à 2,5 pour 100, ce qui représenterait une valeur de 2.500.000 livres palestiniennes.

C. — Calculs basés sur un pourcentage du revenu national.

30. Le revenu national pour l'ensemble de la Palestine arabe, en 1945, était de 62.000.000 de livres palestiniennes. D'après les renseignements disponibles, la valeur de la propriété mobilière devrait représenter entre 30 et 50 pour 100 de ce chiffre. Si l'on prend 40 pour 100, comme moyenne, l'on obtient une valeur de 24.800.000 livres pa-

lestiniennes, mais ceci représente l'ensemble de la propriété mobilière arabe en Palestine. Pour obtenir le chiffre qui intéresse les réfugiés, il faut diviser la somme de 24.800.000 livres palestiniennes par le chiffre total de la population arabe et le multiplier par le nombre des réfugiés, comme suit :

$$\frac{\text{Valeur totale de la propriété appartenant aux réfugiés : } 24.800.000 \times 900.000}{1.200.000} = 18.600.000 \text{ livres palestiniennes.}$$

D. — Calculs basés sur la somme des valeurs des différentes catégories de biens.

31. D'après les renseignements dont l'Office dispose, la richesse représentée par la propriété mobilière sise en Palestine en 1945 et appartenant à des non-Juifs, se décompose comme suit :

	Livres palestiniennes (en millions)
Outillage industriel	3,4
Stocks commerciaux	4,3
Véhicules à moteur	1,3
Outillage agricole et bétail	13,1
TOTAL	22,1

32. Il a été suggéré que ces chiffres devraient être ajustés pour tenir compte de la dépréciation et de l'augmentation des prix entre 1945 et 1947, mais l'Office considère que ces deux facteurs s'annuleraient réciproquement, et de toute façon des ajustements ne seraient, en grande partie, que le résultat d'hypothèses. Pour ces raisons, l'on a décidé de ne pas modifier ces chiffres. L'on peut dire que les stocks commerciaux varient considérablement d'année en année, mais comme l'indique le tableau ci-dessus, ces stocks ne représentent qu'une proportion relativement faible de la richesse arabe totale et même une augmentation ou une diminution de 50 pour 100 ne modifierait pas énormément le total lorsqu'on le mesure en termes de pourcentages.

33. Les chiffres cités ci-dessus représentent pour ces différentes catégories la richesse de tous les Arabes de Palestine. Il faut donc multiplier ces chiffres par 0,75 pour obtenir le montant que l'on peut considérer comme ayant appartenu aux réfugiés. Cette multiplication donne un chiffre de 16.600.000 livres palestiniennes. Il faut y ajouter un chiffre représentant la valeur des effets ménagers, chiffre qui atteint, d'après un paragraphe précédent, 2.500.000 livres palestiniennes. Ainsi, la valeur globale de la propriété mobilière appartenant aux réfugiés se monte à 19.100.000 livres palestiniennes.

E. — Comparaison entre les résultats des calculs et conclusion.

34. Trois estimations différentes, obtenues sur la base de méthodes absolument différentes, résultent des calculs qui précèdent. Ces estimations sont les suivantes : 21.570.000 livres palestiniennes; 18.600.000 livres palestiniennes; 19.100.000 livres palestiniennes.

Il y a lieu de considérer la première estimation comme étant trop élevée, car il est probable que la population grecque en Turquie était plus riche et jouissait d'un niveau de vie plus élevé que la population urbaine arabe de Palestine prise dans son ensemble.

35. En présentant à la Commission les chiffres susmen-

tionnés exprimant la valeur approximative de certaines catégories de propriété mobilière qui appartenaient, avant leur exode, aux réfugiés arabes de Palestine, l'Office estime devoir souligner le fait qu'il n'est pas, pour sa part,

en mesure d'en tirer la moindre conclusion définitive au sujet de la valeur de la propriété en question, et *a fortiori* au sujet de la propriété mobilière qui devrait faire l'objet d'une compensation.

Annexe B

LETTRE, EN DATE DU 6 OCTOBRE 1951, ADRESSÉE PAR LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE CONCILIATION AUX DÉLÉGATIONS DE L'ÉGYPTÉ, DE LA JORDANIE, DU LIBAN ET DE LA SYRIE ET A LA DÉLÉGATION D'ISRAËL

Lorsque la Commission de conciliation pour la Palestine présenta aux délégations de l'Égypte, de la Jordanie, du Liban et de la Syrie, et à la délégation d'Israël, un ensemble de propositions visant à résoudre les questions en suspens, elle souligna l'importance d'une réaffirmation par les Parties de leurs engagements en tant que signataires des Conventions d'armistice et en tant que Membres des Nations Unies.

La Commission a proposé que cette réaffirmation prenne la forme suivante :

« Conformément à leurs obligations en tant qu'Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et en tant que signataires des Conventions d'armistice, les Gouvernements de l'Égypte, de la Jordanie, du Liban, de la Syrie et le Gouvernement d'Israël affirment solennellement leur intention, et prennent l'engagement, de régler tous leurs différends présents ou futurs uniquement par le recours à des procédures pacifiques, en s'abstenant de tout emploi de la force ou de tout acte d'hostilité, dans le respect absolu du droit de chacune des Parties à sa sécurité, sans crainte d'aucune attaque, et à favoriser ainsi le rétablissement de la paix en Palestine. »

Le 21 septembre, en réponse à la déclaration d'ouverture du Président, la délégation d'Israël a informé la Commission qu'elle était prête à souscrire, à titre de première mesure dans la voie du rétablissement de la paix, une déclaration telle que celle indiquée dans la déclaration d'ouverture. Par la suite, la délégation d'Israël a suggéré que cette affirmation, par les Parties, de leurs intentions pacifiques, prenne la forme d'un pacte de non-agression (ci-joint appendice I).

Le 3 octobre 1951, les délégations de l'Égypte, de la Jordanie, du Liban et de la Syrie ont assuré la Commission de conciliation de leur désir de faciliter la création de l'ambiance nécessaire à la poursuite des travaux de la Commission et de faciliter le règlement pacifique du problème de Palestine; à cette fin, les délégations ont présenté la déclaration qui figure à l'appendice II de la présente lettre.

La Commission de conciliation est consciente de la différence qui existe entre les formules suggérées par les Parties. Cependant, la Commission considère que les Parties, en présentant ces formules, ont contribué à créer une ambiance favorable aux discussions en cours et propre à faciliter le rétablissement de la paix permanente en Palestine.

De l'avis de la Commission, ces textes constituent une base pour l'examen de ses propositions d'ensemble. La Commission est prête, en conséquence, à poursuivre, avec les délégations, l'examen de ses propositions.

(Signé) Ely E. PALMER
Président.

APPENDICE I

PROJET DE PACTE DE NON-AGRESSION ENTRE LE GOUVERNEMENT D'ISRAËL ET LE GOUVERNEMENT DE CHACUN DES PAYS SUIVANTS : ÉGYPTÉ, JORDANIE, LIBAN ET SYRIE, PRÉSENTÉ LE 28 SEPTEMBRE 1951, A LA COMMISSION DE CONCILIATION PAR LA DÉLÉGATION D'ISRAËL.

Le Gouvernement d'Israël et..

Désireux de continuer de favoriser le rétablissement de la paix et, à cette fin, d'étendre la portée de la Convention d'armistice général conclue entre eux à ..., le ..., à la suite de la décision prise par le Conseil de sécurité et à titre de mesure provisoire additionnelle, selon l'Article 40 de la Charte des Nations Unies, en éliminant tout motif raisonnable de crainte et de défiance quant à leurs intentions réciproques, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier

Conformément aux obligations qui leur incombent en tant que Membres des Nations Unies, les deux Gouvernements affirment solennellement leur intention, et prennent l'engagement, de régler tous les différends qui existent actuellement entre eux, ou qui se produiraient dans l'avenir, uniquement par le recours à des procédures pacifiques, et s'engagent à s'abstenir de tout acte d'hostilité et de toute menace d'emploi de la force ou de tout emploi de la force dans leurs relations l'un avec l'autre.

Article II

Le droit de chacune des Parties à sa sécurité, sans crainte d'une attaque ou d'un acte hostile de la part de l'autre Partie, est reconnu et sera pleinement respecté. Il est également convenu qu'aucun acte de guerre ou d'hostilité ne sera commis du territoire de l'une quelconque des Parties au présent accord contre l'autre Partie. Chacune des Parties s'engage à ne se joindre à aucune alliance ni prendre part à aucune action dirigées contre l'autre Partie.

Article III

Le présent accord complète la Convention d'armistice général signé à ..., le ..., et n'annule aucune de ses dispositions, lesquelles restent pleinement en vigueur et conservent tout leur effet.

Article IV

Le présent accord entrera en vigueur à la date de sa signature. Il sera ratifié à Paris où les instruments de ratification seront échangés en présence de la Commission

de conciliation pour la Palestine, dans un délai de trente jours au plus à compter de cette date.

Article V

Le présent accord est signé en cinq exemplaires. Chaque Partie conservera un exemplaire; deux exemplaires seront immédiatement communiqués au Secrétaire général des Nations Unies pour transmission au Conseil de sécurité et au Chef d'état-major de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine; la Commission de conciliation pour la Palestine conservera un exemplaire.

EN FOI DE QUOI, les représentants soussignés des Parties contractantes, dûment habilités par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent accord et y ont apposé leur sceau.

FAIT à Paris, le ... jour de l'an ..., en présence de la Commission de conciliation pour la Palestine, les textes anglais, français, hébreu et arabe faisant également foi.

Annexe C

LETTRE, EN DATE DU 19 NOVEMBRE 1951, ADRESSÉE PAR LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE CONCILIATION AUX DÉLÉGATIONS DE L'ÉGYPTÉ, DE LA JORDANIE, DU LIBAN ET DE LA SYRIE ET A LA DÉLÉGATION D'ISRAËL

Le 14 novembre 1951, la Commission de conciliation pour la Palestine s'est réunie avec la délégation d'Israël et avec les délégations de l'Égypte, de la Jordanie, du Liban et de la Syrie pour entendre les observations que ces délégations avaient à formuler sur les propositions d'ensemble que la Commission avait présentées aux Parties pour les discuter dans un esprit équitable et réaliste et sur la base de concessions mutuelles. On trouvera annexés à la présente lettre, les comptes rendus des séances au cours desquelles ces délégations ont formulé leurs observations.

Après un examen attentif des observations présentées par les Parties, le 14 novembre, et tenant compte des précédentes discussions qui avaient eu lieu avec les Parties à Paris, la Commission se voit dans l'obligation de conclure que ses efforts n'avaient pas été couronnés de succès, puisque aucune des Parties ne s'était montrée disposée à apporter une modification substantielle à l'attitude rigide adoptée jusqu'alors, et à rechercher, par voie de médiation, une solution qui suivrait les grandes lignes des propositions d'ensemble de la Commission.

Étant donné les positions prises par les Parties, la Commission a le regret de décider de mettre fin à la conférence à laquelle elle avait invité les Parties, le 10 août 1951.

Comme il a été indiqué dans les invitations adressées aux Parties, à cette date, la Commission fera rapport à l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Secrétaire général des Nations Unies, sur les travaux de la conférence et sur les conclusions que la Commission en a tirées.

(Signé) Ely E. PALMER
Président.

APPENDICE II

PROJET DE DÉCLARATION PRÉSENTÉ LE 3 OCTOBRE 1951, A LA COMMISSION DE CONCILIATION, PAR LES DÉLÉGATIONS DE L'ÉGYPTÉ, DE LA JORDANIE, DU LIBAN ET DE LA SYRIE.

Les délégations de l'Égypte, de la Jordanie, du Liban et de la Syrie déclarent que leurs Gouvernements respectifs, en tant que signataires de Conventions d'armistice avec le Gouvernement d'Israël, désireux de favoriser l'établissement de l'atmosphère nécessaire à la poursuite de l'œuvre de la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine, et en vue de faciliter le règlement pacifique du problème palestinien, conformément aux résolutions des Nations Unies, réaffirment leur intention de respecter les engagements qu'ils ont contractés en vertu desdites Conventions, de ne pas recourir à la force armée dans le règlement de la question palestinienne et de respecter le droit de chaque Partie à sa sécurité, sans crainte d'aucune attaque des forces armées de l'autre Partie.

Annexe C

LETTRE, EN DATE DU 19 NOVEMBRE 1951, ADRESSÉE PAR LE PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE CONCILIATION AUX DÉLÉGATIONS DE L'ÉGYPTÉ, DE LA JORDANIE, DU LIBAN ET DE LA SYRIE ET A LA DÉLÉGATION D'ISRAËL

APPENDICE I

COMPTE RENDU ANALYTIQUE D'UNE RÉUNION ENTRE LA COMMISSION DE CONCILIATION ET LA DÉLÉGATION D'ISRAËL

tenue à l'Hôtel Crillon, Paris,
le mercredi 14 novembre 1951, à 10 h. 45.

SOMMAIRE

Observations de la délégation d'Israël au sujet des questions traitées dans la déclaration du Président de la Commission de conciliation du 26 octobre 1951.

PRÉSENTS

Président: M. Palmer (Etats-Unis d'Amérique).

Membres: M. Marchal (France); M. Aras (Turquie).

Suppléants: M. Barco (Etats-Unis d'Amérique); M. de Nicolay (France); M. Tepedelen (Turquie).

Secrétariat: M. de Azcarate (Secrétaire principal).

Également présents: M. M. Fischer (Israël); M. Najjar (Israël); M. Divon (Israël).

OBSERVATIONS DE LA DÉLÉGATION D'ISRAËL AU SUJET DES QUESTIONS TRAITÉES DANS LA DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE CONCILIATION, DU 26 OCTOBRE 1951.

Le PRÉSIDENT souhaite la bienvenue aux membres de la délégation d'Israël et déclare que la Commission se félicite d'entendre les observations que la délégation d'Israël se propose de présenter au sujet des propositions de la Commission et les explications que son Président en a données le 26 octobre 1951.

M. M. FISCHER (Israël) donne lecture de la déclaration suivante :

« Dans ma lettre du 7 novembre 1951, qui répondait à celle de la Commission du 31 octobre 1951, je déclarais que la délégation israélienne se disposait à soumettre à la Commission de conciliation ses observations au sujet des questions traitées dans votre communication du 26 octobre.

« J'ai l'honneur de vous soumettre aujourd'hui ces observations.

« Auparavant, je crois opportun de relever que les explications complémentaires que vous avez bien voulu donner à la délégation israélienne, le 26 octobre, au sujet des propositions de la Commission, ne portent pas sur le texte du préambule contenu dans le document remis à cette délégation le 21 septembre.

« Le texte de ce préambule est, en effet, parfaitement clair, et le fait qu'il ait été accepté par la délégation israélienne et rejeté par les délégations arabes, caractérise sans équivoque possible les intentions respectives des gouvernements invités à cette conférence.

« La position du Gouvernement d'Israël à ce sujet a déjà été communiquée à la Commission.

« Il y a lieu, toutefois, de rappeler que la délégation israélienne avait un moment espéré qu'il serait possible de donner à la déclaration préliminaire demandée par la Commission la forme de pactes de non-agression entre Israël et chacun des quatre Etats arabes représentés.

« Le 5 octobre, et alors qu'elle ignorait encore l'inadmissible proposition arabe du 3 octobre 1951, la délégation israélienne déclarait, en substance, à la Commission, que des efforts méritaient d'être tentés auprès des délégations arabes en vue de la signature de tels pactes, mais que si ces efforts se révélaient infructueux, elle renoncerait à la forme contractuelle proposée par elle et accepterait donc le texte de la Commission. Si besoin en était, la délégation israélienne réitère ici son acceptation de ce texte.

« J'en viens maintenant aux différents points traités dans votre document explicatif.

« 1. — La délégation israélienne croit impossible de traiter ou même d'évoquer la question des dommages résultant de la guerre entreprise par les Etats arabes contre l'Etat d'Israël en passant sous silence le fait de l'agression arabe.

« Aucun débat n'est nécessaire pour établir ce fait reconnu par l'opinion publique internationale et par le Conseil de sécurité.

« Il est établi qu'aussi bien avant qu'après la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies du 29 novembre 1947, les Etats arabes ont manifesté avec éclat leur intention de détruire par les armes l'Etat juif; que ce sont les bandes arabes qui ont tiré les premiers coups de feu en Palestine après le 29 novembre 1947, et que dès le mois de décembre 1947 des formations armées venant des Etats arabes se sont infiltrées dans le pays et s'y sont livrées à des actions militaires de grande envergure. Il est établi enfin que, le 15 mai 1948, au lendemain de la fin du Mandat britannique et de la proclamation de l'Etat d'Israël, les troupes régulières des Etats arabes ont franchi de toutes parts les frontières de la Palestine. La guerre arabo-israélienne ainsi déclenchée s'est déroulée avec son cortège de deuils, de misères humaines et de destructions, hors des frontières des Etats arabes et à l'intérieur des frontières israéliennes.

« Aujourd'hui encore, les Etats arabes continuent à

proclamer qu'un état de guerre existe entre eux et l'Etat d'Israël. Ils revendiquent ouvertement le droit de se livrer, au préjudice d'Israël, à tous les actes d'hostilité ne nécessitant pas l'emploi direct de la force armée et exercent à son encontre un blocus des voies de navigation internationales et la guerre économique.

« L'agression arabe contre Israël se poursuit ainsi jusqu'à ce jour, en violation des Conventions d'armistice conclues sous les auspices des Nations Unies, en violation des décisions du Conseil de sécurité et de la Charte des Nations Unies.

« La délégation israélienne ne voit pas comment il serait possible d'examiner les problèmes en suspens entre Israël et les Etats arabes en omettant ces faits incontestables et essentiels.

« Il est aussi inconcevable de vouloir les ignorer que de vouloir ignorer qu'en 1914 c'est l'Allemagne qui a violé la neutralité de la Belgique ou que, 25 ans plus tard, c'est le III^e Reich qui a envahi la Pologne.

« Récemment encore, les Nations Unies ont jugé que la Corée du Nord s'était rendue coupable d'agression contre la Corée du Sud. Sur cette base, les forces des Nations Unies se sont portées au secours des forces militaires de la Corée du Sud. Un organisme des Nations Unies pourrait-il maintenant négliger de tenir compte, dans l'examen de l'affaire de Corée, des responsabilités du conflit telles qu'elles ont été définies par les Nations Unies?

« La délégation israélienne ne saurait admettre le point de vue selon lequel le fait de renoncer à des dommages de guerre serait conforme aux principes généraux et aux buts des Nations Unies.

« Ces principes et ces buts sont de défendre ou d'empêcher le recours à la force ou aux menaces dans les relations internationales. Il semble que ce soit une conséquence élémentaire de ces principes et de ces buts que les Etats qui les violent soient tenus responsables des dommages causés par leurs actes.

« Le fait de l'agression arabe contre l'Etat d'Israël une fois posé, rien ne saurait donc justifier de libérer les Etats arabes de la responsabilité, non seulement morale, mais aussi matérielle, de leurs actes de belligérance.

« Pour ces raisons, la délégation israélienne considère que la question des dommages de guerre est, à n'en point douter, d'une importance primordiale, et qu'elle mérite de figurer à l'ordre du jour de négociations éventuelles entre Israël et les Etats arabes.

« 2. — C'est un principe fondamental du droit international public que la souveraineté des Etats s'exerce de façon absolue dans certains domaines, notamment ceux de la sécurité militaire, politique et économique. Chaque Etat est maître et responsable de la sauvegarde et du contrôle de ses frontières et du maintien à l'intérieur de celles-ci des conditions nécessaires au bien-être et à la sécurité de sa population. Ce sont là des matières qui relèvent essentiellement de sa compétence nationale.

« Tenant compte de ces principes et des conditions existantes, le Gouvernement d'Israël faillirait à ses responsabilités primordiales s'il ouvrait les frontières de l'Etat d'Israël aux masses arabes qui ont quitté le pays depuis le 29 novembre 1947.

« L'Etat d'Israël n'est plus le pays dont ces populations arabes sont parties au cours des hostilités, et des considérations majeures de sécurité et de stabilité politique et économique s'opposent à leur retour.

« La guerre politique et militaire déclenchée par les Etats arabes a produit certaines conséquences à la fois

matérielles et psychologiques qui, loin d'être effacées, sont allées en s'aggravant.

« Ceux qui, abusés par les dirigeants arabes, ont choisi de partir sous l'empire de la peur ou dans l'espoir d'une rapide victoire des armées arabes sont encore plus éloignés aujourd'hui qu'en 1948 de la population d'Israël, qui a choisi de résister, qui a imposé l'existence de son Etat et qui poursuit sans relâche son œuvre constructive, en dépit de l'antagonisme acharné des Etats arabes.

« Jusqu'à aujourd'hui, ces populations arabes immigrées en pays sous contrôle arabe vivent en majorité dans des conditions qui ne sont guère de nature à apaiser leurs esprits, dans des camps ou des zones limitées, du fait de ces mêmes Etats qui se présentent comme leurs défenseurs.

« Dans ces circonstances, la possibilité de leur intégration dans la vie nationale d'Israël est incompatible avec les réalités de la situation.

« La responsabilité chaque jour croissante de la normalisation de l'existence de ces populations arabes et de leur recasement incombe donc aux Etats arabes et non à l'Etat d'Israël.

« La politique des gouvernements arabes a également provoqué un autre exode : celui de près de 200.000 Juifs appartenant à d'antiques communautés du Proche-Orient et qui ont dû fuir des conditions de vie intolérables pour préserver leur existence et retrouver leur dignité en Israël.

« Dépouillés presque sans exception de leurs biens, ils trouvent dans l'Etat d'Israël l'accueil et l'appui fraternels et le statut de citoyen qu'ils étaient en droit d'espérer.

« C'est là une contribution positive d'Israël à la solution des difficultés issues des mouvements de population découlant directement ou indirectement de la guerre arabo-israélienne et dont il convient de tenir le plus grand compte.

« En revanche, l'intérêt de la paix et de la stabilité dans la région serait desservi par la création, désormais artificielle, d'une importante minorité arabe dans l'Etat d'Israël et cela surtout dans le climat de tension qui prévaut au Moyen-Orient.

« Il est enfin évident qu'on ne saurait, même en principe, suggérer à l'Etat d'Israël d'envisager d'ouvrir ses frontières à une population arabe quelconque, alors que les Etats arabes se considèrent en guerre avec lui et refusent de s'engager dans la voie de la paix recommandée par l'Assemblée générale des Nations Unies et par le Conseil de sécurité.

« 3. — Le Gouvernement d'Israël a déjà eu l'occasion de faire connaître qu'il était prêt à apporter sa contribution au règlement de la question d'une compensation pour les biens arabes abandonnés se trouvant en territoire israélien.

« La délégation israélienne réaffirme aujourd'hui cette intention.

« Cette question mérite certainement de faire l'objet de discussions concrètes entre le Gouvernement d'Israël et la Commission de conciliation ou tel autre organisme des Nations Unies désigné à cet effet. La délégation israélienne estime qu'il est indispensable d'engager en premier lieu cette discussion sur l'évaluation des terres arabes abandonnées. Des échanges de vues avec la Commission seraient nécessaires à cet effet et la délégation israélienne est prête à y procéder sans délai.

« Cette évaluation constituera un élément d'appréciation important pour la détermination de la mesure de la contribution israélienne. D'autres éléments non moins importants devront toutefois être également retenus.

« Le fait qu'il existe en Israël des biens arabes abandonnés est une conséquence directe de la guerre entreprise par les Etats arabes contre l'Etat d'Israël. Ces terres ne se trouvent pas en la possession des autorités israéliennes en vertu d'une transaction immobilière, conclue à un moment librement choisi et à des conditions librement consenties. Par ailleurs, l'état de conservation et les conditions d'exploitation de ces biens ont été sérieusement affectés par les événements militaires de 1948 et par leurs suites. On ne peut dissocier complètement le problème des biens arabes abandonnés des faits de la guerre de Palestine et de la responsabilité de ceux qui l'ont déclenchée.

« D'autre part, la contribution israélienne totale et ses modalités dépendront directement des possibilités de l'Etat d'Israël de faire face, sans nuire à sa stabilité économique, à cette charge issue de façon massive de la guerre arabe. A cet égard, la guerre économique menée par les Etats arabes contre l'Etat d'Israël, le blocus du canal de Suez, le blocus économique, constituent des facteurs d'appréciation essentiels. De même, la politique hostile des gouvernements arabes vis-à-vis de leurs minorités juives a eu pour résultat un exode rapide et collectif de ces minorités vers Israël imposant au Gouvernement d'Israël de lourdes charges matérielles.

« On ne saurait enfin perdre de vue le fait qu'il existe non seulement des terres arabes abandonnées en territoire israélien, mais également des terres juives abandonnées en territoire sous contrôle arabe et que, par ailleurs, des biens importants ont été également abandonnés par leurs propriétaires juifs dans certains Etats arabes, particulièrement en Irak.

« De toute manière, l'accord final au sujet de la contribution israélienne globale à la compensation pour les biens arabes abandonnés devra, dans l'esprit de la délégation israélienne, mettre un terme définitif à l'ensemble du problème des réfugiés arabes, sous tous ses aspects humains et matériels, en ce qui concerne l'Etat d'Israël. C'est notamment à l'organisme des Nations Unies chargé du règlement de la question de la compensation, que devront être éventuellement adressées toutes réclamations individuelles des propriétaires arabes intéressés.

« 4. — La Commission de conciliation sait que la question de la libération des comptes bloqués en Egypte, en Jordanie, au Liban, en Syrie et en Israël est la seule qui ait fait l'objet de négociations directes entre délégués arabes et israéliens, sous les auspices de la Commission. De ces négociations était résulté, en février 1950, un accord technique rendu possible par l'attitude conciliante du Gouvernement israélien, mais qui n'a pu prendre corps du fait d'une absence de coopération de la part des gouvernements arabes dans son exécution.

« Depuis cette époque, des événements graves se sont produits en Irak. Les Juifs de ce pays ont émigré dans leur presque totalité vers Israël. Ils ont été spoliés de leurs biens et leurs avoirs ont été bloqués. Un règlement de la question des comptes bloqués, qui pourrait bien résulter des discussions présentes, devrait donc nécessairement inclure la libération des comptes juifs bloqués en Irak.

« 5. — La délégation israélienne a eu l'occasion d'exprimer le souci du Gouvernement d'Israël de préserver l'in-

tégrité du système d'armistice établi sous les auspices des Nations Unies. Elle accueille avec satisfaction l'initiative de la Commission de demander aux Parties de se rencontrer au plus tôt en vue d'élargir encore la portée des Conventions d'armistice de 1949.

« Certes, cette extension des Conventions d'armistice ne constituerait pas encore la paix, mais elle représenterait tout au moins un nouveau pas vers l'établissement de la paix et répondrait ainsi à la fois à la lettre et à l'esprit de ces conventions et aux décisions du Conseil de sécurité.

« Il serait cependant nécessaire, avant d'envisager toute extension des accords d'armistice, d'obtenir au préalable des gouvernements arabes signataires le respect de ces conventions dans leur forme actuelle et selon les décisions du Conseil de sécurité.

« La Commission énumère un certain nombre de questions dont elle suggère qu'elles pourraient être utilement comprises dans l'ordre du jour de négociations éventuelles. La délégation israélienne déclare d'ores et déjà que le Gouvernement d'Israël ne manquera pas de prendre en considération sérieuse les suggestions de la Commission lors de la discussion d'un accord entre Israël et les Etats arabes sur l'ordre du jour de ces négociations.

« Les suggestions de la Commission pourront évidemment n'être retenues qu'en partie ou simplement modifiées.

« Par exemple, la question des aménagements territoriaux n'apparaît pas à la délégation israélienne comme devant être discutée en même temps que celle des zones démilitarisées; la réglementation des eaux du Jourdain ou du Yarmouk ne demande pas la création d'une autorité internationale, mais doit simplement faire l'objet d'accords directs entre les Etats riverains; la nature et les conditions des facilités à accorder dans le port de Haïfa sont à examiner en vue d'un arrangement éventuel à leur sujet, dans le cadre d'un accord général sur les relations économiques entre Israël et les Etats arabes.

« Quoi qu'il en soit, ce sont là des problèmes dont l'analyse complète trouvera mieux sa place au moment de la discussion de l'ordre du jour des négociations suggérées.

« En terminant, la délégation israélienne tient à relever combien les explications fournies par la Commission, le 26 octobre, ont contribué à assurer le progrès des discussions. La délégation israélienne a pu, sans abandonner sa position définie à la séance du 26 octobre, exprimer ses points de vue au sujet de ces explications avec d'autant plus de liberté que les propositions de la Commission lui étaient présentées non pas comme traduisant une formule rigide de règlement, mais comme une série de suggestions destinées à orienter utilement les Parties dans l'établissement par elles de l'ordre du jour de négociations éventuelles. »

Le **PRESIDENT** indique qu'il a écouté la déclaration dont M. Fischer vient de donner lecture avec une profonde attention. Pour sa part — et il croit également interpréter le sentiment des membres de la Commission — il voudrait pouvoir étudier cette déclaration plus à loisir afin d'en approfondir les différents points et d'y réfléchir.

Il se bornera donc à remercier la délégation d'Israël d'être venue exposer devant la Commission des observations dont celle-ci apprécie tout l'intérêt.

La séance est levée à 12 heures.

APPENDICE II

COMPTE RENDU ANALYTIQUE D'UNE RÉUNION ENTRE LA COMMISSION DE CONCILIATION ET LES DÉLÉGATIONS ARABES.

tenue à l'Hôtel Crillon, Paris,
le mercredi 14 novembre 1951, à 16 heures.

SOMMAIRE

Observations des délégations arabes au sujet des questions traitées dans la déclaration du Président de la Commission de conciliation du 24 octobre 1951.

PRÉSENTS

Président: M. Palmer (Etats-Unis d'Amérique).
Membres: M. Marchal (France); M. Aras (Turquie).
Suppléants: M. Barco (Etats-Unis d'Amérique); M. de Nicolay (France); M. Tepedelen (Turquie).
Secrétariat: M. de Azcarate (Secrétaire principal).
Egalement présents : S. E. Abdel Monem Mostafa Bey (Egypte); S. E. Ahmed Bey Daouk (Liban); Khulusi Bey El Khairy (Royaume hachémite de Jordanie); S. E. Adnan El Atassi (Syrie).

OBSERVATIONS DES DÉLÉGATIONS ARABES AU SUJET DES QUESTIONS TRAITÉES DANS LA DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE CONCILIATION DU 24 OCTOBRE 1951.

Le **PRESIDENT** souhaite la bienvenue aux membres des délégations des pays arabes et déclare que la Commission se félicite d'entendre ces délégations lui exposer leurs observations au sujet des propositions qu'elle a présentées et des explications détaillées qui en ont été données par son Président.

MOSTAFA Bey (Egypte) indique qu'une étude attentive des propositions de la Commission, à la lumière des explications données par son Président, lui a inspiré un certain nombre de réflexions dont il va faire part à la Commission.

« *Point n° 1.* — Le point n° 1 des propositions de la Commission tend à la conclusion d'un accord comportant renonciation réciproque à toute réclamation de réparation de dommages de guerre.

« En formulant cette proposition, la Commission pense que ce serait faire un pas en arrière que d'essayer de reprendre la question de l'origine du conflit en vue de déterminer les responsabilités.

« Ma délégation regrette de ne pas se rallier au raisonnement de la Commission, car les responsabilités dont elle veut ainsi éviter l'établissement ont déjà été déterminées par l'une des instances supérieures des Nations Unies. Je m'explique :

« Dès le vote du plan de partage de la Palestine par l'Assemblée générale des Nations Unies, en novembre 1947, les sionistes se sont mis en tête de se débarrasser des Arabes habitant les territoires qui devaient faire partie de leur Etat. Aussi n'ont-ils reculé devant aucun procédé pour dissiper cette population arabe. Des actes de terrorisme et de persécution, qui rivalisent en horreur avec les méthodes hitlériennes, furent commis par les bandes sionistes terroristes, au vu et au su des autorités britanniques du Mandat, encore responsables du maintien de l'ordre et de la sécurité dans le pays. Cet état de choses ne tarda pas à alarmer le Conseil de sécurité. En effet, par sa résolution du 17 avril 1948, le Conseil de sécurité, examinant la situation en Palestine, s'exprimait dans les termes suivants :

« Le Gouvernement du Royaume-Uni, en tant que puissance mandataire, est responsable pour le maintien de l'ordre et de la paix en Palestine, et doit continuer de prendre les mesures nécessaires à cette fin. »

« De plus, la fin du Mandat britannique, le 14 mai 1948, mit le pays en état d'anarchie, le laissant sans aucun gouvernement légal capable de faire régner l'ordre et la loi et de protéger la vie et les biens. Or, les sionistes mirent à profit cette situation pour renforcer leur potentiel agressif, en important d'énormes quantités d'armes et de matériel de guerre et en introduisant dans le pays de nombreux immigrants, pour la plupart d'anciens combattants. Ils se servirent de ce potentiel pour semer la terreur, en commettant les crimes les plus odieux contre la population arabe, laissée sans moyens de défense. Le souvenir des femmes enceintes, des enfants et des vieillards sans défense, qui ont été lâchement massacrés dans leurs propres foyers, rien que pour installer à leur place des immigrants juifs — ce souvenir est encore présent à tous les esprits.

« Porter les armes pour mettre fin à ces actes de barbarie est un devoir que les principes humanitaires imposent à tous ceux qui ont la conscience de la dignité, de l'honneur et de la solidarité humaine.

« Ce bref aperçu prouve à l'évidence qu'il existe deux principaux auteurs à l'origine des dommages qui se sont produits en Palestine à la suite des événements dont elle est le théâtre depuis le vote du plan de partage.

« Le premier auteur, c'est la Puissance mandataire, qui a failli à ses obligations découlant de l'acte de mandat, en ne dotant pas le pays, durant ses trente années de gouvernement, des institutions propres à l'ériger en Etat, en favorisant les Juifs au détriment des Arabes et en abandonnant le pays, à la fin du Mandat, le livrant ainsi au vide et à l'anarchie.

« Le deuxième auteur, ce sont les bandes sionistes terroristes dont répondent les autorités juives actuelles.

« Il y a un troisième responsable : ce sont les Nations Unies, qui se sont contentées de voter le plan de partage, sans prendre les mesures prévues pour sa mise en œuvre.

« Faire table rase de tous ces éléments et se contenter de proposer l'annulation réciproque des réclamations de réparation ne contribue pas, semble-t-il, au règlement du conflit palestinien sur des bases justes et durables.

« Quoi qu'il en soit, le caractère et la complexité du problème et la nature des intérêts qu'il met en jeu dépassent le mandat de la Commission. Pour toutes ces raisons, ma délégation estime que le point n° 1 des propositions de la Commission devrait échapper à sa médiation.

« Point n° 2. — Le point n° 2 des propositions de la Commission est ainsi conçu :

« Que le Gouvernement d'Israël accepte de rapatrier un nombre déterminé de réfugiés arabes appartenant aux catégories de personnes pouvant être intégrées dans la vie économique de l'Etat d'Israël, et qui désirent rentrer dans leurs foyers et vivre en paix avec leurs voisins. »

« Cette proposition a retenu toute l'attention de ma délégation. Elle l'a frappée par sa conformité absolue avec l'attitude d'Israël. Il pourrait s'agir là d'un pur hasard.

« Après avoir offert au début des réunions de Lausanne le rapatriement d'un nombre déterminé de réfu-

giés, à élire parmi des catégories données et suivant des normes spécifiées, Israël semble avoir retiré cette offre, à en juger par les termes de la déclaration faite le 9 juin 1949 devant la Commission par le Président de sa délégation. Réduite à sa plus simple expression et démunie des multiples réserves dont elle était accouplée, cette offre comportait le retour de quelque 85.000 réfugiés dans l'ensemble du territoire sous administration israélienne. De plus, Israël se réserve le droit de choisir ce nombre et de le réinstaller compte tenu des exigences de sa sécurité nationale et économique.

« La Commission semble avoir repris le même critérium qui est à la base de l'offre israélienne lorsqu'elle a formulé cette proposition. Ce faisant, elle a certainement perdu de vue le paragraphe 11 de la résolution de l'Assemblée générale du 11 décembre 1948, confirmée par d'autres résolutions adoptées par l'Assemblée générale en décembre 1949 et en décembre 1950. Ledit paragraphe n'a subordonné le retour des réfugiés à leurs foyers qu'à leur volonté librement exprimée. Nulle part dans la résolution de 1948 et les résolutions successives qui l'ont confirmée, il n'est question de limiter le droit absolu des réfugiés à leurs foyers. Il n'est question ni des réalités créées par le fait d'Israël ni de contingences. La Commission essaie ainsi de faire table rase du droit des réfugiés à leur patrie séculaire, droit reconnu par la communauté des peuples civilisés et confirmé par la Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée en 1948.

« De plus, cette proposition constitue un renversement injustifié de l'attitude de la Commission. En effet, à la suite de laborieux efforts et d'habiles méthodes de persuasion — comme en témoignent les actes de la Commission — celle-ci finit par obtenir des Parties la signature du Protocole de Lausanne. Ce document tend, pour reprendre les termes mêmes de la Commission, à réaliser le plus rapidement possible les objectifs définis par la résolution du 11 décembre 1948 de l'Assemblée générale en ce qui concerne les réfugiés, le respect de leurs droits et la conservation de leurs biens. Trois ans se seront bientôt écoulés depuis la signature de ce document sans que la Commission fasse la moindre allusion aux mesures qu'elle aurait entreprises en vue de la réalisation des objectifs en question ni aux obstacles qui auraient mis en échec cette réalisation. Au lieu de le faire, elle tente maintenant d'apporter des restrictions aux droits des réfugiés. Le moins qu'on puisse dire de ce revirement de la politique de la Commission est qu'elle épouse la thèse d'Israël qui trouve son expression la plus évidente dans la déclaration du 9 juin 1949, à laquelle j'ai fait allusion tout à l'heure. Il est vrai qu'elle se retranche derrière ce qu'elle a appelé les réalités de la situation en Palestine. Mais n'est-ce pas là une prime à la politique de fait accompli condamnée par le monde civilisé et par les Nations Unies? L'attitude de la Commission constitue une incitation aux Israéliens à persévérer dans leur politique d'immigration massive qui, tout en rendant illusoire le retour des réfugiés arabes à leurs foyers, intensifie les causes de troubles dans le Moyen-Orient et crée des dangers en puissance pour les Etats arabes. Car, faute de place en Palestine, les immigrants juifs chercheront fatalement à s'étendre dans les pays voisins, réalisant ainsi les ambitions que nourrit Israël. J'espère qu'il n'échappera pas à la Commission ni aux gouvernements dont elle se dit être le porte-parole que les dispositions conciliantes de la diplomatie israélienne se manifestent plus dans les paroles que dans les actes et qu'elles conservent toujours un aspect de propagande.

« Il est manifeste que la proposition de la Commission

consacre une injustice flagrante, qu'elle dépasse son mandat et que la solution qu'elle préconise est susceptible de perpétuer l'une des causes de troubles et d'instabilité qui règnent malheureusement dans le Moyen-Orient.

« Pour toutes ces considérations, ma délégation ne saurait souscrire à l'imposition d'aucune restriction au droit imprescriptible des réfugiés de réintégrer leurs foyers. Ce droit doit être respecté dans son intégralité et dans son entier.

« Ceci dit, je voudrais rappeler au bon souvenir de la Commission la note des délégations arabes contenue dans le document de la Commission n° AR/17 du 29 août 1949. Cette note traite de l'ensemble de la question palestinienne. Le chapitre B est consacré au problème des réfugiés. Je renvoie donc à ce chapitre qui représente toujours l'unique solution du problème acceptable pour ma délégation.

« La Commission ferait certainement œuvre utile si elle entreprenait immédiatement et sans plus tarder les mesures indiquées dans la note en question au sujet du retour des réfugiés, de la conservation de leurs biens et de la sauvegarde de leur personne, ainsi que de la protection de leurs droits. Il est grand temps que la Commission entre dans la voie des réalisations. L'immobilisme qui caractérise l'œuvre de la Commission doit prendre fin. La masse des réfugiés dépourvue d'une vie décente depuis plus de trois ans est perméable à toutes les propagandes néfastes et subversives. La première disposition qui s'impose, de l'avis de ma délégation, est de procéder immédiatement au recensement des réfugiés qui désirent être rapatriés. Mon gouvernement est disposé à apporter tout son concours à cet effet. Tout réfugié qui aura manifesté le désir de réintégrer son foyer devra avoir la possibilité de le faire, sans subir aucune restriction ou limitation de son droit absolu à sa patrie. Telle est la solution sans laquelle il ne peut y avoir de paix dans la justice au Moyen-Orient. Tout plan sincère de rétablissement de la paix en Palestine doit comporter comme première et indispensable étape le règlement du problème des réfugiés sur ces bases. Aussi longtemps que les Juifs s'opposent au retour des réfugiés, le rétablissement de la paix dans le Moyen-Orient demeurera un simple vœu.

« Point n° 3. — Le point n° 3 des propositions de la Commission est ainsi conçu :

« Que le Gouvernement d'Israël accepte l'obligation
« de payer, à titre de compensation pour les biens
« abandonnés par les réfugiés non rapatriés, une somme
« globale calculée d'après l'évaluation faite par l'Office pour les réfugiés de la Commission de conciliation. Un plan de versement, qui tiendra compte
« des possibilités financières d'Israël, sera préparé par
« un comité spécial d'experts économiques et financiers créé par l'organe de gestion des Nations Unies,
« par l'intermédiaire duquel sera effectué le paiement
« des demandes individuelles de compensation. »

« Cette proposition pose une question de principe et une question technique de procédure et de modalités :

« 1. La question de principe. — Il s'agit en premier lieu du droit du réfugié à la compensation lorsqu'il décide de ne pas rentrer dans son foyer. Ce droit est consacré par le paragraphe 11 de la résolution du 11 décembre 1948 de l'Assemblée générale qui, après avoir décidé qu'il y a lieu de permettre aux réfugiés qui le désirent de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible, et de vivre en paix avec leurs voisins, a ordonné le paiement d'indemnités, à titre de compensation, pour les biens de ceux qui décident de ne pas rentrer dans leurs foyers.

« Il s'agit, en deuxième lieu, de l'indemnité qui doit être payée pour tout bien perdu ou endommagé, en général.

« Ma délégation estime, à juste titre, qu'il s'agit là d'un droit individuel qui appartient en propre aux réfugiés ou à leurs ayants droit. Ils doivent avoir la possibilité de l'exercer sans aucune limitation ou restriction dans le temps ou dans l'espace.

« Le principal responsable du paiement des sommes dues à ces deux titres est Israël. D'ailleurs, il a reconnu l'obligation qui lui incombe de ce chef au cours des conversations de Lausanne, et précisément le 6 mai 1949.

« Les Nations Unies partagent cette responsabilité avec Israël. J'ai déjà eu l'occasion de déclarer devant la Commission que l'intervention des Nations Unies dans le conflit palestinien et la carence dont elles ont fait preuve pour la mise en œuvre de leurs résolutions y relatives, sont à l'origine de la situation actuelle en Palestine. D'ailleurs, les Nations Unies ont reconnu leur responsabilité à ce sujet. Il n'est que juste qu'elles s'acquittent des créances dues aux réfugiés à titre d'indemnité pour leurs biens lorsque le débiteur principal serait insolvable. Les Nations Unies se sont portées fort en quelque sorte de cette obligation qui pèse principalement sur Israël.

« La proposition de la Commission d'après laquelle le versement des indemnités dues aux réfugiés serait fonction des possibilités financières d'Israël appelle de la part de ma délégation les réserves les plus formelles. Vouloir établir une relation de cause à effet entre le versement des indemnités et les possibilités financières d'Israël équivaudrait à une confiscation pure et simple des biens des réfugiés arabes. Nul n'ignore, en effet, que la politique d'immigration massive dans laquelle Israël est engagé entraîne des conséquences financières désastreuses pour lui. A part que le droit des réfugiés qui ne désirent pas rentrer dans leurs foyers, à l'indemnité, ne doit être subordonné à aucune condition et que le versement de l'indemnité doit s'effectuer sans aucun délai, il n'échappera à personne que ces indemnités constitueront pour les réfugiés des capitaux à placer remplaçant, dans une certaine mesure, leurs biens abandonnés. Apporter des restrictions à ce droit ou subordonner le versement des indemnités aux possibilités financières d'Israël, c'est rendre illusoire ce droit et faire cadeau à Israël des biens des réfugiés. Et les malheureux réfugiés seraient ainsi privés de leur patrie et de leurs biens. N'est-ce pas là légitimer le vol? N'est-ce pas là porter atteinte aux impératifs de la justice la plus élémentaire?

« Pour toutes ces raisons, ma délégation ne saurait souscrire à la proposition de subordonner le versement des indemnités aux possibilités financières d'Israël et revendique que le versement soit effectué sans délai par Israël et, à son défaut, par les Nations Unies.

« 2. — En ce qui concerne la question de procédure, soit pour l'estimation des biens des réfugiés ou pour le versement des indemnités aux ayants droit, ma délégation désire formuler quelques observations.

« Premièrement, il faut que les indemnités représentent la valeur réelle du bien.

« Deuxièmement, il faut que les réfugiés soient représentés aux diverses instances de cette opération, afin de veiller à la sauvegarde de leurs intérêts et apporter le concours de leurs expériences aux organes des Nations Unies chargés de cette opération.

« Troisièmement, il faut instituer une procédure de recours que puissent employer les réfugiés à cette occasion.

« Ces observations seraient incomplètes si je n'y ajoutais pas la question du domaine public, du réseau routier, des lignes de chemin de fer, des ports, des aérodromes, etc., se trouvant en territoire palestinien sous administration israélienne. Nous savons qu'il est de pratique constante, en cas de démembrement d'Etats, qu'un partage de ces biens soit fait. Il n'est que juste de réclamer la contre-valeur de la quote-part de ces biens revenant aux réfugiés qui ne seront pas rapatriés. C'est là une question qui pourrait être étudiée par les techniciens.

« Point n° 4. — Le point n° 4 des propositions de la Commission est ainsi conçu :

« Que les Gouvernements de l'Egypte, de la Jordanie, du Liban, de la Syrie et le Gouvernement d'Israël acceptent mutuellement de débloquent tous les comptes en banque et d'autoriser leur conversion en livres sterling. »

« Ma délégation n'a pas d'objection à formuler au sujet de cette proposition, d'autant plus que le principe y contenu a déjà été accepté par ma délégation depuis les conversations de Lausanne. Si ma délégation a un vœu à formuler, c'est que les formalités de déblocage soient entreprises le plus tôt possible, car la libération des fonds appartenant aux réfugiés arabes constituerait un secours qui n'est pas à négliger.

« Point n° 5. — Le point n° 5 des propositions de la Commission est ainsi conçu :

« Que le Gouvernement d'Israël et les Gouvernements de l'Egypte, de la Jordanie, du Liban et de la Syrie acceptent d'étudier, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, et en se fondant sur l'expérience acquise au cours des trois dernières années, les possibilités de reviser et d'amender les Conventions d'armistice qu'ils ont conclues entre eux, notamment en ce qui concerne les questions suivantes :

« a) Aménagements territoriaux, y compris les zones démilitarisées;

« b) Création d'une autorité internationale des eaux qui s'occupera des questions que pose l'utilisation des eaux du Jourdain, du Yarmouk et de leurs affluents, ainsi que des eaux du lac de Tibériade;

« c) Sort de la bande de Gaza;

« d) Création d'un port franc à Haïfa;

« e) Règlements frontaliers entre Israël et les Etats voisins, une attention particulière étant notamment accordée à la nécessité d'un libre accès aux Lieux saints de la région de Jérusalem, y compris Bethléem;

« f) Contrôle sanitaire, contrôle des stupéfiants et de la contrebande le long des lignes de démarcation;

« g) Arrangements propres à faciliter le développement économique du territoire : rétablissement des communications et reprises des relations économiques entre Israël et les Etats voisins. »

« Ma délégation n'a pas d'objection contre le principe contenu dans cette proposition.

« Toutefois, pour que la revision et l'amendement des Conventions d'armistice, envisagés par la Commission, puissent constituer un progrès réel sur la situation actuelle, ils doivent être basés sur certains principes directeurs.

« Toute revision et tout amendement desdites Conventions doivent tendre à faire disparaître la situation anor-

male qui règne actuellement en Palestine, ainsi que les causes de friction entre les Parties en présence, et cela à la lumière de l'expérience des trois dernières années.

« Ils doivent tendre au redressement — ne serait-ce que partiel — des injustices commises contre le monde arabe en général, et la population arabe de Palestine en particulier, sans négliger les exigences de la sécurité du Moyen-Orient.

« Le premier et le plus fondamental de ces principes est le respect des résolutions adoptées par les instances des Nations Unies — Assemblée générale, Conseil de sécurité, Conseil de tutelle, etc. — sur le problème palestinien.

« Il y a lieu de faire observer que les Conventions d'armistice, elles-mêmes, se prêtent à cette manière de voir. En effet, elles ont été conclues sur le plan militaire pur, sans préjudice de la solution du problème palestinien dans son ensemble, ni des revendications qui pourraient être formulées ultérieurement.

« Ce principe implique le respect de l'instrument élaboré par la Commission de conciliation elle-même et soumis à l'acceptation des Parties au cours des conversations de Lausanne, en mai 1949. Il s'agit du Protocole de Lausanne, auquel j'ai fait allusion il y a un instant. Ma délégation a été surprise de ce fait que la Commission ait fait table rase de cet instrument, en formulant ses propositions. Cet instrument, dont le but essentiel est de servir de base et de point de départ à la mise en œuvre des résolutions des Nations Unies sur l'affaire palestinienne, porte encore la signature des membres de la Commission, ainsi que celles des Parties. Je comprends bien qu'avant de le signer, les membres de la Commission aient dû y être autorisés par leurs gouvernements respectifs, pour reprendre la position des membres de la Commission, qu'ils agissent au nom de leurs gouvernements. Est-ce que la position de la Commission a changé depuis lors? Je ne m'étendrai pas davantage sur cette question, à l'heure actuelle.

« Cette position de ma délégation étant prise, je voudrais maintenant reprendre et commenter quelques-unes des questions citées par la Commission en exemple de problèmes que pourraient comporter la revision et l'amendement des Conventions d'armistice. Ces exemples, de l'avis de ma délégation, pèchent par commission ou par omission.

« En premier lieu, ils pèchent par commission en ce qu'ils citent des questions qui relèvent de la juridiction souveraine des Etats arabes. Il en est ainsi de l'établissement des communications et des relations économiques entre les Etats voisins de la Palestine et Israël.

« Une caractéristique frappante illustre les propositions de la Commission. Toutes les fois qu'il s'agit de l'intérêt d'Israël et de la consolidation de ses positions, la Commission va de l'avant et trouve dans les résolutions des Nations Unies des arguments pertinents pour étayer ses propositions pro-israéliennes. Tel est le cas de cette proposition relative à la reprise des relations économiques et au rétablissement des communications. Il est vrai que la normalisation de la situation en Palestine est prévue par les résolutions des Nations Unies. Mais chaque fois qu'il s'agit de l'intérêt des Arabes, intérêt assuré et garanti par les mêmes résolutions, la Commission tente d'amoindrir cet intérêt et d'atténuer les résolutions y relatives, en se retranchant derrière mille arguments. Monsieur le Président, la justice est indivisible et la paix est indivisible. Est-ce là ce que la Commission conçoit ou croit-elle qu'il soit possible d'établir des communications ou des relations en-

tre les Etats arabes et Israël alors qu'un million de réfugiés arabes errent dans le désert, privés de toute vie décente, alors qu'à quelques centaines de mètres, ils voient leurs maisons et leurs terres occupées par des immigrants juifs venus des quatre coins du monde? Est-ce que la Commission croit sincèrement à la possibilité de l'établissement de relations économiques entre les Etats arabes et Israël alors que ce dernier est engagé dans une politique agressive contre le monde arabe, alors qu'il défie les Nations Unies?

« En deuxième lieu, les exemples cités par la Commission pèchent par omission, en ce qu'ils ne font pas la moindre allusion à l'internationalisation de la zone de Jérusalem ni au sort de la partie de la Palestine qui n'est pas sous administration israélienne. Ce mutisme de la Commission pourrait s'expliquer. La Commission prétend représenter les intérêts des Etats de ses membres. Or, nous savons tous quelle a été l'attitude de deux au moins des Etats représentés à la Commission, lorsque la question de Jérusalem est venue, l'année dernière, devant les Nations Unies. Pour ma part, j'estime que la Commission est un organe des Nations Unies qui ne doit obéir qu'aux résolutions des instances de cette Organisation. Elle se doit de tenir le plus grand compte de ces résolutions en présentant aux Parties des modèles de questions pouvant faire l'objet de révision et d'amendement des Conventions d'armistice.

« Pour cette raison, ma délégation revendique l'internationalisation de la zone de Jérusalem.

« Quant au sort à réserver à la partie de la Palestine non occupée par les Juifs, il doit être décidé par ses habitants, conformément aux principes démocratiques et à leur libre détermination, inscrits dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. D'ailleurs, la réponse des Etats arabes à la déclaration tripartite du 25 mai 1950, relative au Moyen-Orient, part de la même conception. En effet, voici les termes de cette réponse : « Les Etats arabes tiennent à « prendre acte des assurances que les trois gouvernements n'ont pas voulu, par leur déclaration, favoriser « Israël à exercer une pression sur les Etats arabes pour « les obliger à négocier avec ce dernier, préjuger en « quoi que ce soit la solution définitive du problème « palestinien ou maintenir le *statu quo* ; mais que leur « intention était de s'opposer à l'usage de la force ou à la « violation des lignes établies d'armistice. »

« Pour toutes ces raisons, ma délégation estime que le sort de la bande de Gaza, dont la population est cent pour cent arabe, est sans objet à l'heure actuelle, étant lié à la solution définitive du problème palestinien et au sort de la Palestine arabe.

« Mes collègues, les membres des autres délégations arabes, sont mieux placés que moi pour commenter quelques-unes des autres questions citées par la Commission. »

En terminant, le représentant de l'Egypte demande à la Commission de bien vouloir étudier les observations qu'il vient de formuler et en faire état dans son rapport à l'Assemblée générale. Il ajoute que la délégation de l'Egypte se tient à la disposition de la Commission pour, le cas échéant, poursuivre la discussion.

Il tient enfin à assurer les membres de la Commission de ses sentiments d'estime et d'amitié que ne sauraient entamer des divergences de vues qui procèdent de la nature des choses.

KHULUSI Bey KHAIRY (Royaume hachémite de Jordanie) se bornera à quelques brèves observations, car les

objections formulées par les délégations des pays arabes dans la note qu'elles ont adressée en commun à la Commission s'appliquent également aux explications fournies par le Président.

A propos du point 1 de ces propositions, la délégation de la Jordanie voudrait faire observer qu'il n'y a pas eu en Palestine de « guerre » à proprement parler, mais plutôt ce que l'on pourrait appeler une guerre politique menée à bien selon un plan minutieusement préparé d'avance. De toute évidence, la responsabilité des incidents regrettables qui se sont produits en Palestine revient, pendant la période du Mandat, à la Puissance mandataire, et, par la suite, aux Nations Unies. En effet, comme l'a souligné le représentant de l'Egypte, les Nations Unies qui avaient voté le plan de partage se devaient de prendre les mesures nécessaires à sa mise en œuvre.

Toutefois, la délégation jordanienne reconnaît avec la Commission que ce serait faire un pas en arrière que d'essayer de reprendre la question de l'origine du conflit pour en déterminer la responsabilité et, en conséquence, elle estime, comme la délégation de l'Egypte, que le point 1 devrait être retiré des propositions de la Commission.

En ce qui concerne la question du rapatriement traitée au point 2 des propositions de la Commission, la délégation jordanienne ne peut que rappeler l'objection de principe formulée dans la note commune des délégations arabes. Elle estime que les critères suggérés par la Commission n'offrent pas de base pratique pour la solution du problème des réfugiés.

A propos du point 3 des propositions, le représentant de la Jordanie doit avouer que le sens en reste obscur pour lui-même, comme pour son gouvernement, qui recevrait volontiers quelques précisions à ce sujet.

L'Office pour les réfugiés, de la Commission, semble estimer à 16.324 km² la superficie totale des propriétés arabes en Israël. La superficie totale du territoire occupé par Israël étant de 18.000 km², doit-on en conclure que les Arabes possèdent les huit neuvièmes de ce territoire? Quant à la procédure relative au paiement de la compensation qui, d'après ces chiffres éloquentes, doit représenter une somme importante, le représentant de la Jordanie aimerait savoir comment cette proposition peut cadrer avec une vue réaliste de la situation. Enfin, la délégation jordanienne partage entièrement le point de vue de l'Egypte sur la question des comptes bloqués.

AHMED Bey DAOUK (Liban), qui souscrit pleinement aux vues exposées par les précédents orateurs, tient à préciser la position de son gouvernement à l'égard des divers points des propositions de la Commission.

La délégation du Liban estime, à propos du point 1, que la question ne peut être posée aujourd'hui, pour les raisons énoncées par les précédents orateurs et parce que cette question nécessite, de la part des gouvernements arabes, une étude plus approfondie.

A propos du point 2 relatif au rapatriement, le Gouvernement libanais ne peut accepter qu'on limite le nombre des réfugiés pouvant être rapatriés et que l'on autorise uniquement le rapatriement de certaines catégories de réfugiés jugées susceptibles de s'intégrer à la vie économique d'Israël.

Il estime, en ce qui concerne le point 3, que le paiement de la compensation doit être effectué non pas globalement, mais sur une base individuelle et au compte, après une juste estimation des biens abandonnés.

La délégation du Liban accepte la proposition de la

Commission qui fait l'objet du point 4, et indique, quant au point 5, qu'elle ne saurait envisager la révision des Conventions d'armistice que dans le cadre des clauses qui y figurent. Elle s'oppose à la création d'une autorité internationale des eaux, chargée des questions de l'utilisation des eaux du Jourdain, du Yarmouk et du lac de Tibériade. Elle ne peut, d'autre part, accepter qu'on mentionne le libre accès aux Lieux saints uniquement pour la région de Jérusalem et de Bethléem, car, en l'occurrence, la seule solution possible à son avis est l'internationalisation de tous les Lieux saints. Le représentant du Liban se demande enfin pourquoi la Commission envisage de s'occuper du sort de la seule région de Gaza, et non pas des autres régions se trouvant dans une situation analogue.

M. ADNAN EL ATASSI (Syrie) rappelle la lettre que la Commission a adressée aux délégations arabes pour leur demander si elles étaient prêtes à discuter les propositions de la Commission à la lumière des explications fournies par le Président. Il croit savoir qu'une lettre, analogue en sa teneur, a été adressée à la délégation d'Israël, et demande à la Commission si les délégations arabes pourraient savoir quelle suite Israël a donnée à cette demande. En effet, les termes de cette réponse intéressent les Etats arabes qui estiment que toute tentative de conciliation ne peut se faire que si l'on peut être assuré à cette occasion du concours des deux Parties au différend.

Abordant ensuite les différents points des propositions de la Commission, le représentant de la Syrie déclare que la position de son gouvernement à leur égard est absolument conforme à celle des Gouvernements de l'Egypte, de la Jordanie et du Liban.

Contrairement à l'opinion de la Commission, il lui paraît facile, à propos du point 1, de déterminer, grâce à quelques dates, la responsabilité des événements qui se sont déroulés en Palestine en 1948. On sait que l'inter-

vention des Etats arabes s'est produite le 15 mai 1948. Or, la plus grande partie des territoires sur lesquels portait le plan de partage avait été occupée avant cette date par les forces juives qui ont eu affaire à ce moment, non pas aux forces arabes, mais à la population civile. Ce sont donc les Juifs qui, manifestement, portent la responsabilité du conflit. La délégation de la Syrie estime toutefois qu'il est inutile de s'attarder plus longuement à l'examen de la question.

A propos des points 2 et 3, elle n'a rien à ajouter aux observations des précédents orateurs. Quant à la proposition faisant l'objet du point 4, elle est prête à l'accepter et estime indispensable de lui donner, sans tarder, une suite concrète.

Le représentant de la Syrie tient à souligner, à propos du point 5, que cette proposition pose à nouveau tout le problème palestinien. Il semble qu'une telle proposition procède d'une intention de reconnaître purement et simplement un fait accompli et d'obtenir d'une des Parties l'acceptation définitive d'une situation acquise par l'autre Partie, grâce à la force et au mépris des décisions des Nations Unies. La délégation de la Syrie croit devoir souligner que ce n'est pas là faire œuvre de conciliation.

Le PRESIDENT remercie les délégations d'avoir exposé si clairement des observations que la Commission a écoutées avec le plus réel intérêt et auxquelles elle se propose de consacrer un examen attentif.

Il indique, en réponse au représentant de la Syrie, que la Commission a entendu, le matin même, les observations d'Israël sur les propositions de la Commission, et termine en disant que c'est à la lumière de toutes ces observations que la Commission devra prendre prochainement certaines décisions qu'elle ne manquera pas de faire connaître aussitôt aux délégations intéressées.

La séance est levée à 18 heures.